

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 24 MARS 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc. sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 24th, 1951

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be pubilshed several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volontes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thurs day, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1. per dozen.
Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Bélanger Bowling Alley & Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux février 1951, constituant en corporation: Sam Genser, marchand, Norman Genser et Syndey Phillips, tous deux avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant et d'une salle de quilles, sous le nom de "Bélanger Bowling Alley & Restaurant Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

29709

Letters Patent

Bélanger Bowling Alley & Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1951, incorporating: Sam Genser, merchant, Norman Genser and Sydney Phillips, both advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant and bowling alley, under the name of "Bélanger Bowling Alley & Restaurant Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 390 preferred shares having a par value of $100. each, and 1,000 common shares having a par value of $1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

29709-o

Bonnie Lingerie Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux février 1951, constituant en corporation: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocats et Jeannette Desjardins, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et autrement faire le commerce de sous-vêtements, lingerie et vêtements de sport pour dames et enfants, sous le nom de "Bonnie Lingerie Limited", avec un capital de $75,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Bonnie Lingerie Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1951, incorporating: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, and Jeannette Desjardins, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and otherwise deal in ladies' and children's sunderwear, lingerie and sportswear, under the name of "Bonnie Lingerie Limited", with a capital stock of $75,000. divided into 400 common shares with a par value of $100. each, and 3,500 preferred shares with a par value of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

B & L Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit février 1951, constituant en corporation: Armand Lavallée, notaire, Micheline Lavallée, ménagère, et Marcelle Lavallée, secrétaire, toutes deux filles majeures, tous de la cité de Joliette, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "B & L Investment Corporation", avec un capital de $150,000 divisé en 100,000 actions Classe A de $1. chacune et en 50,000 actions Classe B de $1. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

B & L Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Armand Lavallée, notary Micheline Lavallée, housekeeper and Marcelle Lavallée, secretary, both spinsters, all of the city fo Joliette, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company under the name of "B & L Investment Corporation", with a capital stock of $150,000, divided into 100,000 Class A shares of $1 each, and 50,000 Class B shares of $1 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Canadian Armature Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six février 1951, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Jean McFarlane, dactylographe, tous deux de la cité de Montréal et Théodore Herzl Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme mécaniciens, marchands et manufacturiers d'outillages, moteurs et autres machineries, sous le nom de "Canadian Armature Works Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Canadian Armature Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of February, 1951, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Jean McFarlane, typist, both of the City of Montreal, and Theodore Herzl Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of mechanics and dealers in and manufacturers of plants, engines and other machinery, under the name of "Canadian Armature Works Inc.", with a capital stock of $100,000 divided into 100 common shares of a par value of $100. each: and 900 preferred shares having a par value of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Canadian Athletic Promotions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit février 1951, constituant en corporation: Edmund Quinn, promoteur, de ville Mont-Royal, Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, et S. Leon Mendelsohn, avocat de conseil en loi du Roi, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger, exploiter et promouvoir les sports et divertissements d'été et d'hiver, sous le nom de "Canadian Athletic Promotions Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Canadian Athletic Promotions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Edmund Quinn, promoter of the Town, of Mount Royal, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, and S. Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on, operate and promote summer and winter sports and amusements, under the name of "Canadian Athletic Promotions Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Canadian Installment Merchants Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier février 1951, constituant en corporation sans capital-actions, Joe Socaransky, Bernard Berlin, Sydney Clayman, Sam Wener, Jack Kahn, Solomon Braude-Joe Lipovenko, tous marchands de la cité de Montréal et Jack Rothstein, marchand, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager l'amitié, la bonne entente, l'harmonie et la coopération entre les marchands de détail à tempérament du district de Montréal et formuler et donner effet à des mesures de protection de leurs intérêts communs, sous le nom de "Canadian Installment Merchants Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Canadian Installment Merchants Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1951, incorporating without share capital: Joe Socaransky, Bernard Berlin, Sydney Clayman, Sam Wener, Jack Kahn, Solomon Braude, Joe Lipovenko, all merchants, of the City of Montreal, and Jack Rothstein, merchant, of the City of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the friendliness, goodwill, harmony and cooperation among retail installment merchants of the District of Montreal, and to devise and give effect to measures for the protection of their common interest, under the name of "Canadian Installment Merchants Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited is $25,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Ciné-Path Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieuteneant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1951, constituant en corporation: Marc Leroux, notaire, de Ville Mont-Royal, Jean Racicot, notaire, et Gisèle Mercier, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils, instruments et accessoires cinématographiques, photographiques, électriques de tout genre, sous le nom de "Ciné-Path Inc.", avec un capital de $25,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Ciné-Path Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1951, incorporating: Marc Leroux, notary, of the town of Mount Royal, Jean Racicot, notary, and Gisèle Mercier, secretary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in moving-picture, photographic and electric equipment, machinery and accessories of all kinds, under the name of "Ciné-Path Inc.", with a capital stock of $25,000 divided into 500 common shares of a par value of $10 each, and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Cacouna-St-Arsène

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Adélard Michaud, Félix Gagnon, cultivateurs, Paul Chouinard, chef de gare, Victor Abgral, gérant de tourbière, tous quatre de Cacouna, Paul-Émile Roy, marchand, Gérard Laforest, commerçant, et Jean-Baptiste Lebel, cultivateur, tous trois de Saint-Arsène, tous du district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Voir à l'entretien d'hiver de chemins, sous le nom de "Comité d'Entretien des Chemins d'hiver de Cacouna-St-Arsène".

Le siège social de la corporation sera à Saint-Arsène, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Cacouna-St-Arsène

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1951, to incorporate a corporation without share capital: Adélard Michaud, Félix Gagnon, farmers, Paul Chouinard, station-master, Victor Abgral, peat-bog manager, all four of Cacouna, Paul-Émile Roy, merchant, Gérard Laforest, trader, and Jean-Baptiste Lebel, farmer, all three of Saint-Arsène, all of the judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To attend to the winter maintenance of roads, under the name of "Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Cacouna-St-Arsène"

The head office of the corporation will be at Saint-Arsène, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Damien Boileau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1951, constituant en corporation: Emé. Lacroix, C.R. avocat de Ville Mont-Royal, Jacques Viau, avocat, de Lachine, et Paula Boisvert, sténographe, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme contracteur et constructeur général, sous le nom de "Damien Boileau Inc.", avec un capital de $300,000, divisé en 2,500 actions privilégiées de $100 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Damien Boileau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1951, incorporating: Emé. Lacroix, K.C., advocate, of the Town of Mount Royal, Jacques Viau, advocate, of Lachine, and Paula Boisvert, stenographer, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as general contractor and builder, under the name of "Damien Boileau Inc.", with a capital stock of $300,000, divided into 2,500 preferred shares of $100 each and 5,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Delta Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1951, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de la cité de Westmount, Stanley Stanger, officier d'une compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme soudeurs, fabricants d'outils, maîtres de forge, fabricants d'acier, convertisseurs de fer et d'acier, raffineurs, fondeurs en fer, fondeurs en bronze, travailleurs en métal, machinistes, forgerons, fabricants de patrons, métallurgistes, fabricants de bouilloires,

Delta Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1951, incorporating: Seymour Elkin, notary of the City of Westmount, Stanley Stanger, trust company officer, of the Town of Hampstead, and Ralph C. Tees, trust company officer of the Town of Hampstead, and Ralph C. Tees, trust company officer of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of welders, tool-makers, iron-masters, steel-makers, iron and steel converters, smelters, iron-founders, brass-founders, metal-workers, machinists, smiths,

travailleurs en bois, propriétaires de moulin, constructeurs, peintres, travailleurs en électricité, sous le nom de "Delta Industries Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et en 1,000 actions privilégiés d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9 avenue Willow, cité de Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Douville Drilling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept février 1951, constituant en corporation: Conrad Douville, industriel, Jean-Marc Roberbe, notaire, Gabriel Roberge, avocat, Philippe Roberge, notaire, et Laurent Turcotte, comptable, tous de la cité de Thetford-Mines, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme foreurs et trouveurs de mines, sous le nom de "Douville Drilling Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 100,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Egger (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1951, constituant en corporation: Almanzor Laberge, comptable, Andrée Lavoie, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Gontran Daoust, comptable, de Saint-Vincent de Paul, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, importer, acheter et vendre des produits chimiques, des médicaments, remèdes, drogues, spécialités pharmaceutiques et en général de tous les articles vendus dans les pharmcies, sous le nom de "Egger (Canada) Ltd.",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 3,000 actions communes ou ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, et la compagnie commencera ses opérations avec au moins $20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Élie & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred

model-makers, metallurgists, boiler-makers, woodworkers, millwights, builders, painters, electrical workers, under the name of "Delta Industries Ltd.", with a capital stock of $10,000. divided into 1,000 common shares of a par value of $5. each and 1,000 preferred shares of a par value of $5. each.

The head office of the Company will be at 9 Willow Avenue, in the City of Westmount, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Douville Drilling Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of February, 1951, incorporating: Conrad Douville, industrialist, Jean-Marc Roberge, notary, Gabriel Roberge, lawyer, Philippe Roberge, notary, and Laurent Turcotte, accountant, all of the City of Thetford Mines in the Judicial District of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the business of drillers and mine locators, under the name of "Douville Drilling Inc.", with a capital stock of $100,000. divided into 100,000 shares of $1. each.

The head office of the Company will be at Thetford Mines, Judicial District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Egger (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1951, incorporating: Almanzor Laberge, accountant, Andrée Lavoie, secretary, both of the city of Montreal, and Gontran Daoust, accountant, of Saint-Vincent de Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, buy and sell chemical products, medicines, remedies, drugs, pharmaceutical specialties and generally all articles sold in drug stores, under the name of "Egger (Canada) Ltd."

The capital stock of the company is divided into 3,000 common or ordinary shares having no par or nominal value and into 500 preferred shares of a par value of $100 each, and the company will commence operations with at least $20,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Élie & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred

Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1951, constituant en corporation: D.-Rodolphe Élie, gérant général, C.-Roger Élie, comptable, et Horace Elie, professeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métiers, commerce ou industrie, comme plaqueurs, manufacturiers, travailleurs au moyen de procédés électrolytiques et chimiques, convertisseurs et réparateurs de toutes sortes et de tous genres de métaux, produits métalliques, minéraux, bois et autres produits naturels, et comme machinistes, fondeurs et forgerons, sous le nom de "Élie & Son Inc.", avec un capital de $50,000 divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of January, 1951, incorporating: D. Rodolphe Élie, general manager, C. Roger Élie, accountant, and Horace Elie, professor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trades, business, or industry of platers, manufacturers, electrolytic and chemical process workers, converters and repairers of all kinds and types of metals, metal products, mineral wood and other natural products, and as machinists, smelters and smiths, under the name of "Élie & Son Inc.", with a capital stock of $50,000 divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Émile Ménard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article, 2 chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date, du huit février 1951, constituant en corporation: Joseph Ménard, entrepreneur de pompes funèbres, Bruno Ménard, gérant, Jean de Carufel, comptable, tous trois du Côteau-de-Lac, Joseph-A. Blanchard, courtier, de Verdun, et Gabrielle Boutin, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce du bois sous toutes ses espèces et en tous ses usages, en produits et en sous-produits et de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois, sous le nom de "Émile Ménard Ltée", avec un capital de $150,000 divisé en 1,500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côteau-du-Lac, comté de Soulanges, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Émile Ménard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Joseph Ménard, funeral undertaker, Bruno Ménard, manager Jean de Carufel, accountant, all three of Côteau-du-Lac, Joseph Blanchard, broker, of Verdun, and Gabrielle Boutin, stenographer, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in industry and carry on the lumber business, under all its forms and all its uses, in products and by-products, and in anything in the manufacturing of which wood may enter, under the name of "Émile Ménard Ltée", with a capital stock of $150,000. divided into 1,500 of $100 each.

The head office of the company will be at Côteau-de-Lac, county of Soulanges, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Garage Lambert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1951, constituant en corporation: Raoul Lambert, Léo-Paul Lambert et Guy Lambert, garagistes, tous d'Asbestos, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles de tout genre, et accessoires, et celui de garagiste en général, sous le nom de "Garage Lambert Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Garage Lambert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1951, incorporating: Raoul Lambert, Léo-Paul Lambert, and Guy Lambert, garage-keepers, all of Asbestos, judicial district of Saint-Francis, for the following purposes:

To deal in motor vehicles of every kind, and in accessories, and carry on a general garage business, under the name of "Garage Lambert Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Asbestos judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

H. J. O'Connell Ready Mix Concrete Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit février 1951, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, Jean-Jules Gadbois, Jean-Eugène Goulet, avocats et Robert John Forster, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands et négociants du ciment Portland, toutes sortes de ciment naturel ou autres, plâtres et pierres artificielles, sous le nom de "H. J. O'Connell Ready Mix Concrete Ltd.", avec un capital de $202,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8,200 rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

H. J. O'Connell Ready Mix Concrete Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, Jean-Jules Gadbois, Jean-Eugène Goulet, advocates, and Robert John Forster, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in and with Portland cement, all kinds of natural and other cement and other plasters and artificial stone, under the name of "H. J. O'Connell Ready Mix Concrete Ltd.", with a capital stock of $202,000. divided into 2,000 common shares of $1. each, and 2,000 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at 8,200 Hochelaga Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Huron Fur Dressers Limited
Apprêteurs de Fourrure Huron, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1951, constituant en corporation: Roland Joncas, industriel, Camille Rhéaume, négociant, et J.-Olivier Martin, gérant d'affaires, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de peaux vertes et tous les produits du cuir, de la laine, de la fourrure, sous le nom de "Huron Fur Dressers Limited"—"Apprêteurs de Fourrure Huron, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie sera composé de 2,000 actions communes sans valeur au pair et de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations sera de $13,000.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Huron Fur Dressers Limited
Apprêteurs de Fourrure Huron, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1951, incorporating: Roland Joncas, industrialist, Camille Rhéaume, merchant, and J. Olivier Martin, business manager, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in rawhides and in all leather, wool and fur products, under the name of "Huron Fur Dressers Limited"—"Apprêteurs de Fourrure Huron, Limitée".

The capital stock of the company is composed of 2,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The amount of capital stock with which the company may begin its operations is $13,000.

The head office of the company will be at Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

J. A. St-Laurent Motor Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1951, constituant en corporation: Joseph-Amable St-Laurent, gérant, Bernard Villeneuve, comptable, tous deux de Montréal, Armand-H. Viau, comptable, Georges Vincent, comptable, de Verdun, et Laurel Mauffette, comptable, de Pointe-Claire, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de véhicules automobiles et le commerce de garagiste en général, sous le nom de "J. A. St-Laurent Motor Sales Inc.", avec un capital de $50,000 divisé

J. A. St-Laurent Motor Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1951, incorporating: Joseph Amable St-Laurent, manager, Bernard Villeneuve, accountant, both of Montreal, Aramand H. Viau, accountant, Georges Vincent, comptable, of Verdun, and Laurel Mauffette, accountant of Pointe-Claire, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in motor vehicles, and carry on a general garage business, under the name of "J. A. St-Laurent Motor Sales Inc.", with a capital stock of $50,000 divided into 100 com-

en 100 actions communes de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

J. B. St-Pierre & Fils Inc.
J. B. St-Pierre & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1951, constituant en corporation: Albert St-Pierre, Roland St-Pierre et Jean-Baptiste St-Pierre, briqueteurs et plâtriers, de la ville de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter les affaires d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. B. St-Pierre & Fils Inc." — "J. B. St-Pierre & Sons Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

J. E. Tremblay Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1951, constituant en corporation: Jean-Jacques Hamel, avocat, Maria-Anna Savard et Thérèse Trudeau, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois et de matériaux de construction, sous le nom de "J. E. Tremblay Limitée", avec un capital de $200,000 divisé en 20,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

John Spergel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1951, constituant en corporation: John Spergel, marchand, Samuel Stein, avocat et Madeleine Brunet, veuve du feu Achille d'Arras, gérante de magasin, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de chaussures et vêtements de toute description, sous le nom de "John Spergel Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

---

mon shares of $100 each, and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

J. B. St-Pierre & Fils Inc.
J. B. St-Pierre & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1951, incorporating: Albert St-Pierre, Roland St-Pierre, and Jean-Baptiste St-Pierre, bricklayers and plasterers, of the town of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of general building contractors, under the name of "J. B. St-Pierre & Fils Inc." — "J. B. St-Pierre & Sons Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

J. E. Tremblay Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1951, incorporating: Jean-Jacques Hamel, advocate, Marie-Anna Savard and Thérèse Trudeau, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business and deal in building requisites under the name of J. E. Tremblay Limitée", with a capital stock of $200,000 divided into 20,000 shares of $10 each.

The capital stock of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

John Spergel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1951, incorporating: John Spergel, merchant, Samuel Stein, advocate, and Madeleine Brunet, widow of the late Achille D'Arras, store manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in footwear and wearing apparel of every description, under the name of "John Spergel Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 200 common shares of $100. each, and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Lachine Figure Skating Club

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions Cuthbert Stephens Saunders, ingénieur mécanicien, William Leonard Scott, agent de manufacturiers, et Charles Hense, imprimeur, tous de la cité de Lachine, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un club de patinage, sous le nom de "Lachine Figure Skating Club."

Les pouvoirs accordé ne permettent pas la pratique des jeux d'argent de tout genre et, en particulier, ne permettent pas la direction ou la pratique de tout jeu de hasard ou de tout jeu mixte de hasard et d'habileté et ne permettent pas l'obtention ni l'exploitation d'un permis octroyé habituellement par la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Lachine Figure Skating Club

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1951, incorporating without share capital: Cuthbert Stephens Saunders, mechanical engineer, William Leonard Scott, manufacturers' reprive, and Charles Hense, printer, all of the City of Lachine, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, conduct a skating Club, under the name of "Lachine Figure Skating Club". .

The powers granted do not permit gambling practices of any nature and in particular do not permit the conducting or playing of any game of chance or any mixed game of chance and skill and do not permit the obtaining nor the operating of a license granted usually by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $25,000.

The head office of the Corporation will be at Lachine, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Lake View Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux février 1951, constituant en corporation: William Henry Nightingale, fermier, de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, Jeffery Dereck Martin, courtier d'assurances, de la cité de Québec et Bruce Norman Stewart, gérant de bureau, de Charlesbourg, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles; ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Lake View Realty Co. Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 90 actions ordinaires de $100 chacune et en 10 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Lake View Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1951, incorporating: William Henry Nightingale, farmer, of the Parish of St. Dunstan, of Lake Beauport, Jeffery Derek Martin, insurance broker, of the City of Quebec, and Bruce Norman Stewart, office manager, of Charlesbourg, all in the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company; to erect buildings and deal in building materials, under the name of "Lake View Realty Co. Ltd.", with a capital stock of $10,000. divided into 90 common shares of $100. each, and 10 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at the Parish of St. Dunstan of Lake Beauport, in the Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Larocque, Madore et Compagnie, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit février 1951, constituant en corporation: Albert Madore, Lucien Larocque, marchands, Jean Ostiguy, comptale licencié, et Aldéi Marchesseault, commis, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Tenir hôtel, sous le nom de "Larocque, Madore et Compagnie, Limitée", avec un capital de

---

Larocque, Madore et Compagnie, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Albert Madore, Lucien Larocque, merchants, Jean Ostigny, certified accountant, and Aldéi Marchesseault clerk, all of Drummondville, judicial district of, Arthabsaka, for the following purposes:

To keep a hotel, under the name of "Larocque, Madore et Compagnie, Limitée", with a capital

$150,000 divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 7,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur le Boulevard Bernard, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

stock of $150,000, divided into 7,500 common shares of $10 each, and 7,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Bernard Boulevard, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

L'Association des Hôteliers Licenciés du Nord-Ouest Québecois (Inc.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Bouffard, Antonio Trahan, hôteliers, et Lucien Ouellet, comptable, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

L'objet de cette Association sera d'unir tous les hôteliers de la région du Nord-Ouest Québecois, afin de protéger leurs droits, sous le nom de "L'Association des Hôteliers Licenciés du Nord-Ouest Québecois (Inc.)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le cinq février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

L'Association des Hôteliers Licenciés du Nord-Ouest Québecois (Inc.)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1951, to incorporate as a corporation without shares capital: Armand Bouffard, Antonio Trahan, hotel keepers, and Lucien Ouellet, accountant, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

The object of this Association is to unite all the hotel keepers of the district northwest of Quebec, so as to protect their rights, under the name of "L'Association des Hôteliers Licenciés du Nord-Ouest Québecois (Inc.)".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Le Système Comptant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1951, constituant en corporation: David Goodman, Jack Lighstone, avocats, et Imelda Langlois, employée, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pour faire le commerce de produits alimentaires de toute nature et espèce, sous le nom de "Le Système Comptant Inc.", avec un capital de $500,000. divisé en 3,000 action ordinaires d'une valeur nominale de $50 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Le Système Comptant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1951, incorporating: David Goodman, Jack Lighstone, advocates, and Imelda Langlois, employee, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products of every kind and sort, under the name of "Le Système Comptant Inc.", with a capital stock of $500,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $50 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Lidamar Construction & Realty Co., Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1951, constituant en corporation: David Felberg, Dame Lily Rapp, épouse séparée de biens de David Felberg, Dame Lottie Dubs, veuve du feu David Rapp, tous marchands publics, des cité et district judiciaires de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'amélioration et de construction d'immeubles, sous le nom de

Lidamar Construction & Realty Co., Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1951, incorporating: David Felberg, Dame Lily Rapp, wife separate as to property of David Felberg, Dame Lottie Dubs, widow of the late David Rapp, all public merchants, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate improvement and constructing business, under the name of

"Lidamar Construction & Realty Co., Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

"Lidamar Construction & Realty Co., Inc.", with a capital stock of $100,000. divided into 250 common shares of $100. each, and 750 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Maison Du Bon Ton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du cinq février 1951, constituant en corporation: June Kirlin, Mavis Grant et Sylvia Rabinovich, secrétaires, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce ou le commerce de vêtements de toute nature et description pour femmes, sous le nom de "Maison du Bon Ton Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Maison Du Bon Ton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of February, 1951, incorporating: June Kirlin, Mavis Grant and Sylvia Rabinovich, secretaries, spinsters, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with women's apparel of every nature and description, under the name of "Maison du Bon Ton Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 200 preferred shares having a par value of $100. each, and 200 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Marché St Pierre Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit février 1951, constituant en corporation: Gérard Bernier, boucher, Raymond-M. Pelletier, voyageur de commerce, et Dame Pauline L. Pelletier, épouse contractuellement séparée de biens de Raymond-M. Pelletier, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie-boucherie, sous le nom de "Marché St-Pierre Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Marché St Pierre Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Gérard Bernier, butcher, Raymond M. Pelletier, commercial traveller, and Dame Pauline M. Pelletier, wife separate as to property by marriage contract of Raymond M. Pelletier, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as grocers, butchers, under the name of "Marché St-Pierre Ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Mayfair Glass Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente janvier 1951, constituant en corporation: Joseph S. Caplan, Harold Lande, Murray Lapin et Alan Gold, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de verre, porcelaine, faience, objets en terre cuite, céramique et produits en bois et en métal contenant

Mayfair Glass Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of January, 1951, incorporating: Joseph S. Caplan, Harold Lande, Murray Lapin and Alan Gold, all advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass, porcelain, china, earthenware, ceramics and wood and metal products containing any of these mate-

aucune de ces matières, sous le nom de "Mayfair Glass Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacun et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709 L. DÉSILETS.

Mazelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit février 1951, constituant en corporation: Louis Stallman, marchand, Emmanuel Cooke, avocat et Lucy V. Clarke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements en détail, sous le nom de "Mazelle Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1123 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709 L. DÉSILETS.

Modern Tire Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1951, constituant en corporation: Alfred Coulombe, distributeur d'huile et de pétrole, de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, Jacques Angers, commerçant, de la cité de Québec, et Paul Dussault, comptable, de Sillery, tous deux du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce manufacturier, fabricant, négociant d'accessoires, de pneus, de pièces de machines et d'outils, et généralement de tous autres articles se rapportant au commerce, à l'industrie et au négoce de l'automobile et du bicycle, sous le nom de "Modern Tire Limited", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le trois février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709-o L. DÉSILETS.

Norgate Florist Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit février 1951, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

En général, exercer le commerce comme fleuristes, pépinièristes, jardiniers maraîchers, pro-

rials, under the name of "Mayfair Glass Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 2,000 common shares having a par value of $5. each, and 6,000 preferred shares having a par value of $5. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29709-o Deputy Attorney General.

Mazelle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Louis Stallman, merchant, Emmanuel Cooke, advocate, and Lucy V. Clarke, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business, retail, of wearing apparel, under the name of "Mazelle Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1123 St. Catherine East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29709-o Deputy Attorney General.

Modern Tire Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of February, 1951, incorporating: Alfred Coulombe, distributor of oil and petroleum products, of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, Jacques Angers, dealer, of the city of Quebec, and Paul Dussault, accountant, of Sillery, both of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer and maker of and dealer in accessories, tires, machine parts and tools, and in general all articles connected with the automobile and bicycle business, industry and trade, under the name of "Modern Tire Limited", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29709 Deputy Attorney General.

Norgate Florist Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of the City of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Generally to carry on the business of florists, nurserymen, market garderners, fruit growers

ducteurs de fruits et marchands de graines dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Norgate Florist Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1151 Boulevard Décarie, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Oeuvre des Terrains de Jeux de Cap St. Ignace
O.T.J. Cap St. Ignace

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1951,constituant en corporation sans capital-actions: L.-Ernest Méthot, industrial, Jos-Alphonse Fortin, secrétaire-trésorier, Ls.-Jacques Bernier, cultivateur, Réal Bélanger, barbier, Alph-Adrien Bernier, commis, et Benoit Scherrer, agent d'assurances, tous de Cap St-Ignace, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants

D'organiser les loisirs extérieurs, sous le nom de "Oeuvres des Terrains de Jeux de Cap St. Ignace" — "O.T.J. Cap St. Ignace".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Cap St-Ignace, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le premier février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Paul Constantineau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit février 1951, constituant en corporation: Paul Constantineau, de Château-Richer, Pierre Gosselin, de Boischatel, Paul Eusèbe Belleau, Joseph Cyprient Hudon, Joseph Galaise et Gérard Larochelle, tous quatre de la cité de Québec et tous ajusteurs, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme ajusteurs d'assurances, répartiteurs d'avaries, estimateurs, inspecteurs, enquêteurs, courtiers et agents dans toutes leurs différentes spécialités, sujettes au consentement préalable du Surintendant des assurances de la province de Québec, sous le nom de "Paul Constantineau Inc.", avec un capital de $35,000 divisé en 350 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Pomponnette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1951, constituant en corpora-

and seedmen in all its branches, under the name of "Norgate Florist Inc.", with a capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100. each.

The head office of the Company will be at 1151 Decarie Blvd,. City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Oeuvre des Terrains de Jeux de Cap St. Ignace
O.T.J. Cap St. Ignace

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: L. Ernest Méthot, industrialist, Jos Alphonse Fortin, secretary-treasurer, Ls. Jacques Bernier, farmer, Réal Bélanger, barber, Alph Adrien Bernier, clerk, and Benoit Scherrer, insurance agent, all of Cap St-Ignace, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To organize outdoor sports and playgrounds, under the name of "œuvre des Terrains de Jeux de Cap St. Ignace" — "O.T.J. Cap St. Ignace".

The amount to which the immobable property which the corporation may hold is to be limited is $50,000.

The head office of the corporation will be at Cap St-Ignace, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Paul Constantineau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Paul Constantineau, of Château Richer, Pierre Gosselin, of Boischatel, Paul-Eusèbe Belleau, Joseph-Cyprien Hudon, Joseph Galaise and Gérard Larochelle, all four of the City of Quebec, and all adjusters, in the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of insurance adjusters, average adjusters, appraisers, inpectors investigators, brokers, and agents in all their various branches subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, under the name of "Paul Constantineau Inc.", with a capital stock of $35,000. divided into 350 shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec..

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Pomponnette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1951, incorporating Josaphat Bras-

tion: Josaphat Brassard, bijoutier, J.-Émile Maheu, comptable agréé, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Ronald Halpin, avocat, de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Fabriquer, exploiter l'industrie et faire le commerce sous toutes les formes de bijouterie, orfèvrerie et horlogerie, parfumerie, valises, sous le nom de "Pomponnette Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 256, Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709-o L. DÉSILETS,

Quebec Chinchilla Ranch Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 176, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze février 1951, constituant en corporation: Thérèse Bernier Côté, ménagère, épouse séparée de biens de J.-C. Côté, de Rosemont, district judiciaire de Montréal, Jos-Albert-Roméo Cardinal, commerçant, d'Oka, Terrebonne, et Albert Triquet, sténographe, épouse séparée judiciairement de corps et de biens de Paul Triquet, Lt. Col., de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce des animaux à fourrure en général, et plus particulièrement des chinchillas, sous le nom de "Quebec Chinchilla Ranch Company", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709-o L. DÉSILETS.

Salon Astrid Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1951, constituant en corporation: George Wanklyn Hall, avocat, de la cité de Montréal, John Anthony Nolan, et Pierre de Grandpré, avocats, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir et opérer des salons de beauté et exercer tout commerce connexe et accessoire à ce genre d'entreprise, sous le nom de "Salon Astrid Limitée", avec un capital de $99,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 790 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709-o L. DÉSILETS.

Sterling Craft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

sard, jeweller, J. Emile Maheu, chartered accountant, both of the city and judicial district of Montreal, and Ronald Halpin, advocate, of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To manufacture, carry on business and deal in jewellery, goldware and clocks and watches, perfumes, trunks, under all forms thereof, under the name of "Pomponnette Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at 256 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29709 Deputy Attorney General.

Quebec Chinchilla Ranch Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of February, 1951, incorporating: Thèrèse Bernier Côté, wife separate as to property of J. C. Côté, of Rosemonut, judicial district of Montreal, Jos Albert Roméo Cardinal, dealer, of Oka, judicial district of Terrebonne, and Alberte Triquet, stenographer, wife lawfully separate as to bed and board of Paul Triquet, Ltd. Col., of the city of Quebec, judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of breeding and raising fur bearing animals in general and more particularly chinchilla under the name of "Quebec Chinchilla Ranch Company", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29709 Deputy Attorney General.

Salon Astrid Limitée

Notice is hereby given that under Part-I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1951, incorporating: George Wanklyn Hall, advocate, of the city of Montreal, John Anthony Nolan, and Pierre de Granpré, advocates, both of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain beauty parlours and carry on any business incidental to or connected therewith ,under the name of "Salon Astrid Limitée", with a capital stock of $99,000 divided into 200 common shares of $100 each and 790 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29709 Deputy Attorney General.

Sterling Craft Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1951, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, avocat, Madeleine Béique, avocat, fille majeure et Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer comme bijoutiers et graveurs, marchands de diamants, sertisseurs de pierres, fabricants de montres et horloges, orfèvres, travailleurs en argent et en cuivre, sous le nom de "Sterling Craft Ltd.", avec un captal de $10,000 divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Stoney's Car Market (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit février 1951, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Alva Phyllis Boyd, sténographe, tous deux de la cité de Montréal et Aaron Hyman Mettarlin, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce général de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines et tous accessoires et pièces y connexes, sous le nom de "Stoney's Car Market (Montreal) Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709 L. DÉSILETS.

Voyages Claude Michel, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1951, constituant en corporation: Claude Michel, agent Taschereau Fortier, avocat, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, et Yves-R. Jamin, agent, de New-York, État de New-York, U.S.A., pour les objets suivants:

Généralement exercer le commerce d'agence de voyages et de transport de personnes, effets ou marchandises, sous le nom de "Voyages Claude Michel, Inc.", avec un capital de $30,000 divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le neuf février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29709-o L. DÉSILETS.

Warehousing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of January, 1951, incorporating: Geoffroy Birtz, lawyer, Madeleine Béique, lawyer, spinster, and Gabrielle Lahaie, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing jewellers and engravers, diamond merchants, stone setters, watch and clock makers, goldsmiths, silver-smiths, copper-smiths, under the name of "Sterling Craft Ltd.", with a capital stock of $10,000 divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Waterville, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Stoney's Car Market (Montreal) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1951, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Alva Phyllis Boyd, stenographer, both of the city of Montreal, and Aaron Hyman Mettarlin, notary, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines and all accessories and parts thereto ,under the name of "Stoney's Car Market (Montreal) Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709-o Deputy Attorney General.

Voyages Claude Michel, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1951, incorporating: Claude Michel, agent, Taschereau Fortier, advocate, both of the city and judicial district of Quebec, and Yves R. Jamin, agent, of New York, State of New York, U.S.A., for the following purposes:

To carry on in general business of a travel agency and that of transportation of passengers, wares or merchandise, under the name of "Voyages Claude Michel, Inc.", with a capital stock of $30,000 divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29709 Deputy Attorney General.

Warehousing Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept janvier 1951, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Amy Jean Fitzgerald, secrétaire, et Margot Mary Quinn, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercerlle commerce d'emmagasinage et d'entreposage frigorique, sous le nom de "Warehousing Corporation;;, avec un capital de $201,000 divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 284 rue Duke, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709 L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1951, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Amy Jean Fitzgerald, secretary, and Margot Mary Quinn, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing and cold storage, under the name of "Warehousing corporation", with a capital stock of $201,000. divided into 2,000 preferred shares of the par value of $100 each, and 1,000 common shares of the par value of $1. each.

The head office of the Company will be at 284 Duke Street, in the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29709-o Deputy Attorney General.

Wilfrid Poudrier Machine Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1951, constituant en corporation: Wilfrid Poudrier, manufacturier, Jeanne Sweeney, comptable, et Robert Poudrier, dessinateur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre des bouilloires, engins, machineries, outils et toutes sortes d'articles en fer, cuivre, coppe, acier ou autres métaux, sous le nom de "Wilfrid Poudrier Machine Works Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1087, rue Plessis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709-o L. DÉSILETS.

Wilfrid Poudrier Machine Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1951, incorporating: Wilfrid Poudrier, manufacturer, Jeanne Sweeney, accountant, and Robert Poudrier, draughtsman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell boilers, engines, machinery, tools and all kinds of ironware, and articles in copper, brass, steel or other metals, under the name of "Wilfrid Poudrier Machine Works Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at No. 1087 Plessis street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29709 Deputy Attorney General.

W. Vézina & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10 février 1951, constituant en corporation: Wilfrid Vézina, Marcel Vézina, Fernand Vézina, Aimé Vézina, plombiers, Denise Coteur, secrétaire, et Alphonse Senay, notaire, ce dernier de Longueuil, tous les précédents des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs-plombiers et faire le commerce d'articles de plomberie et accessoires, sous le nom de "W. Vézina & Fils Ltée", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29709-o L. DÉSILETS.

W. Vézina & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1951, incorporating: Wilfrid Vézina, Marcel Vézina, Fernand Vézina, Aimé Vézina, plumbers, Denise Coteur, secretary, and Alphonse Senay, notary, the latter of Longueuil, all the foregoing of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as plumbing contractors and deal in plumbing supplies and accessories, under the name of "W. Vézina & Fils Ltée", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29709 Deputy Attorney General.

Lettres patentes annulées

Avis est donné que, par jugement rendu à Montréal, le 14e jour de février 1951, par l'honorable juge Édouard Tellier, l'un des juges de la

Letters Patent Annuled

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered at Montreal on February 14, 1951, by Honourable Justice Edouard Tellier,

Cour supérieure dans et pour le district judiciaire de Montréal, l'annulation des lettres patentes du "Club Social Bienvenue Inc.", constitué en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province de Québec, le 9 avril 1938, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, a été décrétée, et ce, conformément aux dispositions de l'article 231 de ladite loi.

Daté du bureau du Procureur général le 16 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29721-o L. DÉSILETS.

one of the judges of the Supérior Court, in and for the judicial district of Montreal, the cancellation of the letters patent of "Club Social Bienvenue Inc." incorporated by letters patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, on April 9th, 1938, pursuant to the Quebec Companies' Act, has been enacted, and such in conformity with the provisions of section 231 of the said Act.

Dated at the office of the Attorney General, March 16, 1951.

L. DÉSILETS,
29721 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 230

Québec, le 7 mars 1951.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante — décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Richmond, la municipalité de Melbourne et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), L'Union des Commis des Cantons de l'Est Inc., a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante de deuxième part à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2861 du 17 juillet 1946 et amendements, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Richmond, la municipalité de Melbourne et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 janvier 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE cette requête soit acceptée et que le nom de ladite Union soit ajouté dans ledit décret numéro 2861, comme partie de deuxième part.

(Document "D" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,
29734-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 230

Québec, le 7 mars 1951.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "E"

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante — décret relatif aux établissement commerciaux dans la ville de Windsor et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 230

Quebec, March 7, 1951.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING the adding of a contracting party — decree relating to the commercial establishments in the town of Richmond, the municipality of Melbourne and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "L'Union des Commis des Cantons de l'Est inc." has submitted to the Minister of Labour a request to be accepted as co-contracting party of the second part to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 2261 of July 17, 1946, as amended, relating to the commercial establishments in the town of Richmond, the municipality of Melbourne and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 27, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted and that the name of the said union be added in the said decree, number 2861, as party of the second part.

(Document "D" annexed to the Order).

A. MORISSET,
29734-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 230

Quebec, March 7, 1951.
Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "E"

CONCERNING the adding of a contracting party— decree relating to the commercial establishments in the town of Windsor and a radius of three (3) miles from its limits.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Union des Commis des Cantons de l'Est Inc, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante de première part à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 3516 du 21 septembre 1944 et amendements, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Windsor et un rayon de trois (3) milles de ses limites;

ATTENDU QUE la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 janvier 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNE, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE cette requête soit acceptée et que le nom de ladite Union soit ajouté dans ledit décret, numéro 3516, comme partie de première part.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29734-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Cllective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments, "L'Union des Commis des Cantons de l'Est inc." has submitted to the Minister of Labour a request to be accepted as co-contracting party of the first part to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 3516 of September 21, 1944, as amended, relating to the commercial establishments in the town of Windsor and a radius of three (3) miles from its limits;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 27 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT this request be accepted and that the name of the said union be added in the said decree, number 3516, as party of the first part.

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29734-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 230

Québec, le 7 mars 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante — décret relatif aux tanneries et corroieries dans la province.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), "La Tannerie Laurentienne Inc." a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptee comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 5 février 1940;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 janvier 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ladite requête soit acceptée et que le nom de cet établissement soit ajouté dans ledit décret, numéro 523, comme partie de deuxième part.

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29734-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 230

Quebec, March 7, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING the adding of contracting party — decree relating to the tanners and curriers in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "La Tannerie Laurentienne inc." has submitted to the Minister of Labour a request to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the tanners and curriers in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 523 of February 5, 1940;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 27, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said request be accepted and that the name of this establishment be added in the said decree, number 523, as party of the second part.

(Document "F" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29734-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 230

Québec, le 7 mars 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 230

Quebec, March 7, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the construction industry in the coun-

de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

—

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 janvier 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1658, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté à l'article III:

"D'accord avec les dispositions de l'alinéa précédent, les taux horaires minima établis pour tous les salariés de la zone I assujettis au décret, à l'exception des apprentis, sont augmentés de $0.05, à compter du 25 septembre 1950 inclusivement."

(Document "G" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29734-o Greffier du Conseil Exécutif.

ties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Three-Rivers.

—

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 1658 of April 19, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 27, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 1658, be amended as follows:

The following paragraph is added to section III:

"Pursuant to the provisions of the foregoing paragraph, the minimum hourly rates established for all employees of zone I governed by the decree, with the exception of apprentices, are increased by $0.05 as from September 25, 1950 inclusive."

(Document "G" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29734-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 230

Québec, le 7 mars 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante — décret relatif aux employés d'épiceries, de boucheries et de restaurants-épicieries dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

—

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective -Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Union des Commis des Cantons de l'Est Inc., a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante de deuxième part à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2331 du 17 juin 1940 et amendements, relatif aux employés d'épiceries, de boucheries et de restaurants-épiceries dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 janvier 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE cette requête soit acceptée et que le nom de ladite union soit ajouté dans ledit décret, numéro 2331, comme partie de deuxième part.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29734-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 230

Quebec, March 7, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the adding of a contracting party decree relating to the grocery, butcher-shop and grocery-restaurant employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten miles from its limits.

—

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "L'Union des Commis des Cantons de l'Est Inc." has submitted to the Minister of Labour a request to be accepted as co-contracting party of the second part to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 2331 of June 17, 1940, and amendments, relating to the grocery, butcher-shop and restaurant-grocery employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 27, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

II IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT this request be accepted and that the name of the said union be added in the said decree, number 2331, as party of the second part.

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29734-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 229

Québec, le 7 mars 1951.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

QUE le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949 et ses amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue, soit prolongé jusqu'au 12 novembre 1951.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29734-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 229

Quebec, March 7, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the decree number 1254 of November 10, 1949, as amended, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue, be extended until November 12, 1951.

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29734-o Clerk of the Executive Council.

Assemblées

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Avis est donné qu'une assemblée générale et spéciale des actionnaires de la compagnie ci-dessus, sera tenue à Rimouski, 1 rue St-Jean, à 11 heures A.M. (heure avancée) le 28 mars 1951, pour les fins ordinaires d'une assemblée générale annuelle.

Le Secrétaire,
29678-11-2-o P.-E. GAGNON.

LA COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE MONTRÉAL

Assemblée générale annuelle

Avis est par les présentes donné que, conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de "La Compagnie des Tramways de Montréal" sera tenue aux bureaux de la compagnie, Immeuble des Tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, à midi, jeudi le 26 avril 1951. Cette assemblée est convoquée pour la réception du rapport annuel, l'élection du nouveau conseil, et la délibération de toute autre question du ressort de l'assemblée.

Les registres de transfert seront fermés du 6 au 25 avril 1951 inclusivement.

Montréal, le 16 mars 1951.

Par ordre du conseil d'administration,
Le Secrétaire-trésorier,
29728-12-3-o T. D. ROBERTSON.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie Canadian Pacific Railway Company, Montreal, Canada, mercredi le 18 avril 1951, à onze heures du matin,

Meetings

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that a general and special meeting of the shareholders of the above Company will be held at Rimouski, 1 St-John Street, at 11 o'clock (daylight saving time) the 28th day of March 1951, for the usual purposes of a general annual meeting.

P.-E. GAGNON,
29678-11-2-o Secretary.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the company, the Annual General Meeting of the shareholders of "Montreal Tramways Company" will be held at the company's offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P.Q., at 12 o'clock noon, on Thursday, the 26th day of April, 1951. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

The transfer books will be closed from the 6th day of April, 1951 to the 25th day of April, 1951, both days inclusive.

Montreal, March 16th, 1951.

By order of the Board,
T. D. ROBERTSON,
Secretary-Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of "Quebec Central Railway Company" will be held at the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, Canada, on Wednesday, the 18th day of April, 1951, at the hour of eleven o'clock in the

pour l'élection de deux directeurs représentant les obligataires et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 14 mars 1951 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 1er mars 1951.

Le Secrétaire,
29729-12-3 C. NIDEROST, C.R.

forenoon, for the election of two directors representing the Security Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 14th day of March, 1951, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 1st day of March, 1951.

C. NIDEROST, K.C.,
29729-12-3-o Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS DE CHANGEMENT DE LA DATE DE PRÉSENTATION DES CANDIDATS ET DE LA DATE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES.

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Mackayville, en conformité de l'article 173 de la Loi des cités et villes, présentera au Lieutenant-gouverneur en conseil, une requête pour changer la date de la présentation des candidats et la date des élections générales.

A une assemblée Spéciale des membres du Conseil municipal de la corporation de la ville de Mackayville, tenue le 27 février 1951, le soussigné, secrétaire-trésorier, a été requis de préparer les formalités nécessaires pour changer la date des élections comme suit: la date de la présentation des candidats ainsi que celle des élections générales, qui sont actuellement fixées respectivement au 25 janvier ou au premier jour juridique suivant, et au premier jour juridique de mai, seront à l'avenir fixées respectivement au 26 avril, pour la présentation des candidats, et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant; et au 2 mai, pour les élections générales, et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant.

La requête sera présentée après la publication des avis ordonnés par la loi.

Mackayville, le 27e jour de février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
29613-10-4-o ROLAND BARBEAU.

NOTICE OF CHANGE OF DATE OF NOMINATIONS OF CANDIDATES AND DATE OF GENERAL ELECTIONS.

Notice is hereby given that the Town of Mackayville, in conformity with section 173 of the Cities and Towns' Act, will submit to the Lieutenant-Governor in Council, a petition to change the date of nominations of candidates and the date of General elections.

At a special meeting of the members of the Municipal Council of the Corporation of the Town of Mackayville, held on the 27th of February 1951, the undersigned, secretary-treasurer, was requested to prepare the formalities required to change the date for the elections as follows: the date for the nomination of candidates and also that of the general elections, actually fixed respectively to the 25th of January or first juridical day following, and to the first juridical day of May, shall for the future, be fixed respectively to the 26th of April, for the nomination of candidates and if this day be a holiday, to the first following juridical day; and to the 2nd of May for the general elections and if this day be a holiday, to the first juridical day following same.

The petition will be presented after publication of the notices required by law.

Mackayville, February 27th, 1951.

ROLAND BARBEAU,
29613-10-4-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que, par procuration exécutée le 23 février 1951, W. H. Laidley de 2000, édifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, a été nommé agent principal dans la Province de Québec de la compagnie "American Can Company," une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite Province, en lieu et place de Alan S. Bell de Montréal, dont la nomination a été révoquée, et que le bureau principal de ladite compagnie dans la Province est maintenant à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29710 JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that, by power of attorney executed on February 23rd, 1951, W. H. Laidley of 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, was appointed Chief Agent in the Province of Quebec of "American Can Company," a company duly licensed to carry on business in said Province, in the place and stead of Alan S. Bell of Montreal, whose appointment as such has been thereby revoked, and that the principal office of the said Company in this Province is now at the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29710-o Under-Secretary of the Province.

PARÉ BUILDERS' MART INC.

Extrait du règlement N° XXII concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau composé de quatre directeurs lesquels seront élus pour un an par les actionnaires à l'assemblée générale annuelle."

Vraie copie Le Président,
29713-o ROBERT-YVON PARÉ,

PARÉ BUILDERS' MART INC.

Excerpt from By-law No. XXII concerning the increase in the number of Directors from three to four.

"The affairs of the company will be managed by a Board composed of four Directors, who shall be elected for one year by the shareholders at the annual general meeting."

True Copy. ROBERT YVON PARÉ.
29713 President.

AVIS DE RACHAT

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE GRANDE-BAIE
(Comté de Chicoutimi)

Émission de $44,000 à 3-3¼%, portant la date du 1er mai 1946 et échéant en séries jusqu'au 1er mai 1966 (règlement N° 53).

Avis public est par les présentes donné que la municipalité de la paroisse de Grande-Baie, comté de Chicoutimi, rachètera par anticipation, au pair, le 1er mai 1951, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement N° 53 et reproduite sur les obligations, les obligations des échéances suivantes:

1er mai 1963—$2,700
1er mai 1964— 2,700
1er mai 1965— 2,800
1er mai 1966— 2,900.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er mai 1951, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er mai 1951 attachés, à toute succursale de la Banque Canadienne Nationale dans la province de Québec, au choix du porteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er mai 1951.

Donné à Grande-Baie, comté de Chicoutimi, ce 16 mars 1951.

Vraie copie certifiée

Le Secrétaire-trésorier,
29711-o FRANÇOIS BERGERON.

NOTICE OF REDEMPTION

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF GRANDE-BAIE
(County of Chicoutimi)

Issue of $44,000 at 3-3¼%, bearing date May 1, 1946, and maturing serially up to May 1, 1966 (By-law No. 53).

Public notice is hereby given that the municipality of the parish of Grande-Baie, County of Chicoutimi, will redeem, by anticipation, at par, on May 1, 1951, pursuant to a clause of redemption, inserted in By-law No. 53, and reproduced on the bonds, the bonds of the following maturities:

May 1, 1963—$2,700
May 1, 1964— 2,700
May 1, 1965— 2,800
May 1, 1966— 2,900

Said bonds will become due and payable, and they will be payable and redeemable, capital and interest, on the date hereinunder mentioned, in legal Canadian currency, with interest due up to May 1, 1951, upon presentation and remittance thereof, with all the interest coupons maturing after May 1st, 1951, attached, at any branch of the Banque Canadienne Nationale, in the Province of Quebec, at the option of bearer.

Said Bonds shall cease to bear interest from after May 1, 1951.

Given at Grande-Baie, county of Chicoutimi, March 16, 1951.

Certified true copy

FRANÇOIS BERGERON,
29711 Secretary-Treasurer.

LE QUOTIDIEN LIMITÉE

Règlement N° 32

Il est par les présentes décrété que le nombre des membres du conseil d'administration soit réduit de cinq à trois.

Je, soussigné, secrétaire-trésorier de "Le Quotidien Limitée", déclare que le Règlement N° 32 a été régulièrement adopté par le conseil d'administration de la compagnie le 16 août 1950, qu'il a été approuvé le 21 novembre 1950 par les actionnaires réunis en assemblée générale spéciale, qu'à cette assemblée il était détenu ou représenté par les actionnaires présents au moins 95% des actions du capital-actions de la compagnie et que ce règlement a été voté à l'unanimité.

Lévis, ce 23ième jour de novembre, mil neuf cent cinquante.

Le Secrétaire-trésorier,
29712-o MARCEL SIMARD.

LE QUOTIDIEN LIMITÉE

By-Law No. 32

It is hereby enacted that the number of members of the Board of Directors be reduced from five to three.

I, the undersigned, secretary-treasurer of "Le Quotidien Limitée" declare that By-law No. 32 was regularly adopted by the Board of Directors of the company, on August 16, 1950, and was approved on November 21, 1950, by the shareholders assembled at a special general meeting, that, at such meeting, at least 95% of the shares of the capital stock of the company were held or represented by the shareholders present, and that said By-law was unanimously voted.

Levis, this 23rd day of November, nineteen hundred and fifty.

MARCEL SIMARD,
29712 Secretary-Treasurer.

QUEBEC CULVERT CORPORATION LIMITED

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'un règlement autorisant la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires et la demande d'abandon de sa charte a été dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue à 8ème jour de mars 1951, et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale des dits actionnaires tenue le 8ème jour de mars 1951.

St-Hyacinthe, ce 17 mars 1951.

QUEBEC CULVERT CORPORATION LIMITED,
Le Procureur,
29714-o PH. POTHIER, C.R.

QUEBEC CULVERT CORPORATION LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that a By-law authorizing the distribution of the assets of the Company among its shareholders and application for surrender of the Company's Charter was duly enacted at a meeting of Directors held on the 8th day of March 1951, and approved by the shareholders at a special general meeting of the shareholders held on the 8th day of March 1951.

St. Hyacinthe, March 17, 1951.

QUEBEC CULVERT CORPORATION LIMITED,
PH. POTHIER, K.C.,
29714-o Attorney.

THE EMPIRE SHIRT MANUFACTURING COMPANY LIMITED

Règlement "A" (1951)

"Il est par les présentes décrété comme règlement de "The Empire Shirt Manufacturing Company Limited" (ci-après appelée "la compagnie") comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de cinq à trois;

2° Le quorum aux assemblées du bureau de direction est réduit de trois à deux;

3° Les Règlements Généraux de la compagnie sont amendés en conséquence."

Copie certifié véritable.

Le Secrétaire-trésorier,
29715-o J.-ALEXANDRE BÉLAND.

THE EMPIRE SHIRT MANUFACTURING COMPANY LIMITED

By-law "A" (1951)

"It is hereby enacted as a By-law of "The Empire Shirt Manufacturing Company Limited" (hereinafter called "The Company") as follows:

1. The number of the Directors of the Company is reduced from five to three;

2. The quorum at the meetings of the Board of Directors is reduced from three to two;

3. The General By-laws of the Company are amended to accord with the foregoing;"

Certified true copy.

J.-ALEXANDRE BÉLAND,
29715-o Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicats de l'U.C.C. de Sacré-Cœur de Marie, Mégantic", pour l'étude, la defense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 mars 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sacre-Cœur de Marie, comté de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29716-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sacré-Cœur de Marie, Mégantic", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary, on March 16, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sacré-Cœur de Marie, County of Mégantic.

JEAN BRUCHÉSI,
29716 Under Secretary of the Province,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Marchands Colporteurs de la Province de Québec," pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 février 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29723-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Marchands-Colporteurs de la Province de Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 21, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
29723 Under Secretary of the Province.

C. & D. BEVERAGES INC.

Règlement N° 5

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de cette compagnie ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit composé dorénavant de quatre directeurs.

2. Tous les règlements, résolutions et procédures de la compagnie incompatibles à iceux sont, par les présentes, amendés et revisés afin de donner effet à ce règlement.

Décrété le 6 février 1951.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
29725 ANDREW B. VITA.

C. & B. BEVERAGES INC.

By-law No. 5

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of this company, as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four, so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended and revised in order to give effect to this by-law."

Enacted this 6th day of February 1951.

Witness: The corporate seal of the company.

ANDREW B. VITA,
29725-o Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 20 février 1951, le règlement numéro 4, tel qu'amendé le 12 octobre 1950, et les règlements numéros 5 et 6 du "Cercle Universitaire Laval", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29724-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-law No. 4, as amended on the 12th day of October, 1950, and by-laws Nos. 5 and 6 of the "Cercle Universitaire Laval", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 20th day of February, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29724 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que la compagnie "Emerald Glacier Mines Limited", (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est au N° 360 ouest, rue St-Jacques, suite 1216, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle, est Gustave H. Rainville, des cité et district de Montréal, et dont l'adresse est 360 ouest, rue St-Jacques, suite 1216.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29736 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "Emerald Glacier Mines Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at No. 360 St. James Street West, Montreal, Suite 1216.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Gustave H. Rainville, of the city and district of Montreal, and whose address is 360 St. James Street West, Suite 1216.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 20th day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29736-o Under Secretary of the Province.

SOCIÉTÉ IMMEUBLES ET DÉVELOPPEMENT LTÉE

Extrait des délibérations d'une Assemblée régulière ajournée des Directeurs de "Société Immeubles et Développements Ltée" tenue en la Cité de Hull, le 28 décembre, 1950, à 10 heures p.m.

"Sur motion dûment secondée il est résolu que:

Le règlements présentement en vigueur, numéro 30, de la Compagnie, tel qu'adopté à une assemblée des Incorporateurs, tenue en la Cité de Hull, le 27 décembre 1950, à 3 heures p.m., et ratifié conformément à la Loi, à une assemblée des Actionnaires tenue à Hull, le 28 décembre 1950, à 3.35 heures p.m., soit changé et remplacé, de façon à ce que le nombre des Directeurs de la dite Compagnie soit réduit de cinq Directeurs à trois Directeurs."

Certifié extrait conforme.

Le Secrétaire-trésorier,
29741-o AIMÉ GUERTIN.

SOCIETÉ IMMEUBLES ET DÉVELOPPEMENTS LTÉE

Excerpt from the deliberations of an adjourned regular meeting of the Directors of "Société Immeubles et Développements Ltée", held in the City of Hull, on December 28, 1950, at 10 o'clock P.M.

"Upon motion duly seconded, it is resolved that:

The By-law actually in force, number 30, of the company, as adopted at a meeting of the incorporators, held in the city of Hull, on December 27, 1950, at 3 o'clock P.M. and ratified according to law, at a meeting of the shareholders held at Hull, on December 28, 1950, at 3.35 P.M., be changed and replaced so that the number of Directors of the said company be reduced from five Directors to three Directors."

Certified True Copy.

AIMÉ GUERTIN,
29741 Secretary-Treasurer.

Chartes — Abandon de

DOMINION LOGGING & CONTRACTING COMPANY LIMITED

Avis de demande d'abandon de charte

Avis est donné que "Dominion Logging & Contracting Company Limited," constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, S.R. 1925, par Lettres Patentes en date du 14 mai 1930, ayant son siège social à St-Jean Deschaillons, dans le comté de Lotbinière, province de Québec, demandera incessamment l'abandon de sa charte conformément aux dispositions de la dite Loi des Compagnies de Québec, S.R. 1925.

DOMINION LOGGING & CONTRACTING COMPANY, LIMITED,
29717-o Par: EDMOND BOUCHARD.

Charters — Surrender of

DOMINION LOGGING & CONTRACTING COMPANY LIMITED

Notice of Application for Surrender of Charter

Notice is given that "Dominion Logging & Contracting Company Limited" incorporated under the Quebec Companies' Act, R.S. 1925, by letters patent dated May 14, 1930, having its head office at St. Jean Deschaillons, in the county of Lotbinière, Province of Quebec, will immediately apply for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the said Quebec Companies' Act, R. S. 1925.

DOMINION LOGGING & CONTRACTING COMPANY LIMITED,
29717 per: EDMOND BOUCHARD.

Avis est ,par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, R.S.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Carla Jane Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 décembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,

29718 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, revised Statutes of Quebec, chapter 276 ,section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Carla Jane Inc." incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of March, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,

29718-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941 et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "George Klein Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du onze septembre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,

29718 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "George Klein Inc." incorporated by letters patent dated the eleventh day of September, 1946.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of March, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,

29718-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Joliet Museum Handicraft Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix janvier 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,

29718 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Joliet Museum Handicraft Limited" incorporated by letters patent dated the tenth day of January, 1949.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of March, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,

29718-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Filature de St-Georges Ltée — St. George Spinning Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er décembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,

29718-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company" La Filature de St-Georges Ltée — St. George Spinning Ltd." incorporated by letters patent dated the 1st day of December, 1948.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of March, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,

29718 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Imprimerie Métropole, Incorpo-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Imprimerie Métropole, Incorporée — Metropole Printing

rée — Metropole Printing Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 avril 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29718-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, R.S.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrété par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "R. F. Bovey (Québec) Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 janvier 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29718 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Johns Industries Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 7 janvier 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29718 L. DÉSILETS.

Incorporated" incorporated by letters patent dated the 25th day of April, 1945.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of March, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29718 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "R. F. Bovey (Québec) Ltd., incorporated by letters patent dated the 29th day of January, 1947.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of March, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29718-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Johns Industries Company Limited", incorporated by letters patent dated the 7th day of January, 1942.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of March, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29718-o Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 2 janvier 1951 du conseil de la municipalité de St-Jean de Dieu, comté de Rivière-du-Loup, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 16 mars 1951, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publie en conformité de l'article 131 du Code municpal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 16 mars 1951.

Le Ministre des Affaires Municipales,
29719-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned, do give notice that, as requested by a resolution of January 2, 1951, of the Council of the municipality of St-Jean de Dieu, county of Rivière-du-Loup, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date of March 16, 1951, that the publication of all public notices, By-laws, resolutions or oders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, March 16, 1951.

BONA DUSSAULT,
29719 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité canton de Maria, comté de Bonaventure, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the township of Maria, county of Bonaventure, having neglected for two years to comply with the requirements

Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 13 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29720-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité partie ouest du canton Chester et le cercle agricole de la paroisse St-Norbert d'Arthabaska, tous deux dans le comté d'Arthabaska, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 13 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29720-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Otis, le cercle agricole de la paroisse de St-François d'Assise, le cercle agricole de la paroisse St-Fulgence, le cercle agricole de la paroisse de St-Gabriel de Ferland et le cercle agricole de la paroisse de St-Gérard-Majella-de-Larouche, tous cinq dans le comté de Chicoutimi, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 13 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29720-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du canton de Hereford et le cercle agricole de la paroisse de St-Henri d'Hereford, tous deux dans le comté de Compton, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 13 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29720-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-Canut, le cercle agricole de la paroisse de St-Colomban et le cercle agricole de la paroisse Ste-Monique, tous trois dans le comté de Deux-Montagnes, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles, (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 13 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29720-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Ste-Aurélie, le cercle agricole de la paroisse Ste-Marguerite et le cercle agricole de la mission de St-Nazaire de Buckland, tous trois dans le comté de Dorchester, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agri-

of the Farmers' Clubs, Act (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 13, 1951.

R. TRÉPANIER,

29720 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality west part of the township of Chester, and the Farmers' Club of the parish of St-Norbert, d'Arthabaska, both in the county of Arthabaska, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 13, 1951.

R. TRÉPANIER,

29720 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmer's Club of the municipality of township Otis, the Farmers' Club of the parish of St-François d'Assise, the Farmer's Club of the parish of St-Fulgence, the Farmer's Club of the parish of St-Gabriel de Ferland, and the Farmer's Club of the parish of St-Gérard-Majella-de-Larouche, all five in the county of Chicoutimi, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 13, 1951.

R. TRÉPANIER,

29720 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the township of Hereford, the Farmers' Club of the parish of St-Henri d'Hereford, both in the county of Compton, having neglected for two years to comply with the quirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 13, 1951.

R. TRÉPANIER,

29720 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of St-Canut, the Farmers' Club of the parish of St-Colomban, and the Farmers' Club of the parish of Ste-Monique, all three in the county of Two Mountains, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 13, 1951.

R. TRÉPANIER,

29720 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Ste-Aurélie, the Farmers' Club of the parish of Ste-Marguerite, and the Farmers' Club of the mission of St-Nazaire de Buckland, all three in the county of Dorchester, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmer's Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture

culture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 13 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29720-o R. TRÉPANIER.

declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 13, 1951.

R. TRÉPANIER,

29720 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 195-51.

Québec, le 12 mars 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Félicité, dans le comté de Matane, les lots 215 à 221 inclusivement du rang I du canton de Cherbourg et 224 à 233 inclusivement du rang II (2) du même canton, pour les annexer à la municipalité scolaire de Grosses-Roches, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

29681-11-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 241-51.

Québec, le 12 mars 1951.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la Ville de Richmond, dans le comté de Richmond, le territoire de la municipalité scolaire du Village de Melbourne, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

29680-11-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1364-49.

Québec, le 16 mars 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 mars 1951, d'annexer à la municipalité scolaire de Chandler, dans le comté de Gaspé-Sud, le territoire de la municipalité scolaire de Rivière-Nord-de-Pabos, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

29737-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1824-50.

Québec, le 16 mars 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 mars 1951, de changer le nom de la municipalité scolaire de la Paroisse de Laprairie, dans le comté de Laprairie, en celui de "Notre-Dame-du-Sacré-Cœur", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

29737-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1916-50.

Québec, le 16 mars 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 mars 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Georges, dans le comté de Beauce, le territoire de la Ville de Saint-Georges-Est, telle qu'érigée par proclamation officielle en date du 7 avril 1948, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 avril de la même année, aux pages 1171 et 1172, et d'ériger ce territoire en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "L'Assomption" dans le comté de Beauce.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

29737-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 195-51.

Quebec, March 12, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Félicité, in the county of Matane, lots 215 to 221 inclusively, of range I of the Township of Cherbourg and 224 to 233 inclusively of range II (2) of the same township to annex them to the school municipality of Grosses-Roches, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

29681-11-2 Superintendent of Education.

No. 241-51.

Quebec, March 12, 1951.

Application is made to annex, for Catholic tax-payers only, to the school municipality of the town of Richmond, in the county of Richmond, the territory of the school municipality of the Village of Melbourne, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

29680-11-2 Superintendent of Education.

No. 1364-49.

Quebec, March 16, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 7th day of March, 1951, to annex to the school municipality of Chandler, in the county of Gaspe-South, the territory of the school municipality of Rivière-Nord-de-Pabos, in the same county.

The said order in council to become effective the 1st of July, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,

29737 Superintendent of Education.

No. 1824-50.

Quebec, March 16, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 7th day of March, 1951, to change the name of the school municipality of the Parish of Laprairie, in the county of Laprairie, into that of "Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

29737 Superintendent of Education.

No. 1916-50.

Quebec, March 16, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 7th day of March, 1951, to detach from the school municipality of Saint-Georges, in the county of Beauce, the territory of the Town of Saint-Georges-East, as erected by official proclamation dated April 7, 1948, published in the *Quebec Official Gazette* on April 17 of the same year, on pages 1171 and 1172, and to erect such territory into a separate school municipality, under the name of "L'Assomption", in the county of Beauce.

The said order in council to become effective on the 1st of July, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,

29737 Superintendent of Education.

N° 42-50.

Québec, le 17 mars 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 mars 1951, d'annexer à la municipalité scolaire protestante de la Cité de Magog, dans le comté de Stanstead, pour les protestants seulement, le territoire décrit comme suit, savoir:

"Partant du coin sud-ouest du comté de Sherbrooke où il touche les comtés de Brôme et Shefford, allant vers le nord le long de la ligne de démarcation entre les comtés de Shefford et de Sherbrooke jusqu'au comté de Richmond; de là, vers l'est le long de la ligne entre les comtés de Richmond et Sherbrooke à la limite ouest de Saint-Denis de Brompton au milieu du lac Brompton; de là, suivant la ligne de démarcation qui se trouve entre les rangs XIV et XIII dans une direction sud à la ligne entre les lots 23 et 24 du rang XII; de là, vers l'est le long de la ligne entre les lots 23 et 24 des rangs XIII et XII à la limite ouest de la municipalité de Rock Forest; de là, vers le nord le long de la ligne entre les rangs XII et XI jusqu'au lot 21; de là, vers l'est à travers le rang XI sur la ligne entre les lots 22 et 21; de là, vers le nord le long de la ligne entre les rangs XI et X, jusqu'au lot 19; vers l'est à travers le rang X sur la ligne entre les lots 20 et 19; vers le nord le long de la ligne entre les rangs X et IX jusqu'au lot 18; de là, vers l'est, à travers le rang IX sur la ligne entre les lots 19 et 18; de là, vers le sud le long de la ligne entre les rangs IX et VIII jusqu'au village de Danville; de là, vers l'est le long de la ligne de démarcation au chemin public lequel se trouve parallèle aux rails du chemin de fer du Pacifique Canadien; de là, vers le sud le long de ce chemin au comté de Stanstead; de là, vers l'ouest le long de la ligne entre les comtés de Stanstead et Sherbrooke jusqu'à ce qu'il atteigne le comté de Brôme, et continuant sur cette ligne vers l'ouest entre les comtés de Brôme et de Sherbrooke jusqu'au point de départ, soit le coin sud-ouest du comté de Sherbrooke touchant au comté de Shefford."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29737-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1824-50.

Québec, le 16 mars 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 mars 1951, de changer le nom de la municipalité scolaire de la Paroisse-de-la-Nativité-de-Laprairie, dans le comté de Laprairie, en celui de "Paroisse de Laprairie", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29737-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1854-50.

Québec, le 16 mars 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 mars 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-David-de-l'Auberivière, dans le comté de Lévis, les lots Nos 370 et 371 du cadastre officiel de Saint-David-de-l'Auberivière, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sorosto, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29737-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 42-50.

Quebec, March 17, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 7, 1951, to annex to the Protestant School Municipality of the City of Magog, in the county of Stanstead, for Protestants only, the territory described as follows, to wit:

"Starting at the south-west corner of the County of Sherbrooke, where it touches the counties of Brome and Shefford, going north along the boundary line between Shefford and Sherbrooke counties to the County of Richmond; thence east along the line between the counties of Richmond and Sherbrooke to the western boundary of Saint-Denis de Brompton, in the middle of Brompton Lake; thence, following this boundary line, which is the line between Ranges XIV and XIII, in a southerly direction to the line between lots 23 and 24 in Range XII; thence east along the line between lots 23 and 24 in Ranges XIII and XII to the western boundary of the municipality of Rock Forest; thence north along the line between Ranges XII and XI to lot 21; thence east across Range XI on the line between lots 22 and 21; thence north along the line between Ranges XI and X to lot 19; easterly across Range X, on the line between lots 20 and 19; northerly along the line between Ranges X and IX to lot 18; thence easterly across Range IX on the line between lots 19 and 18; thence southerly along the line between Ranges IX and VIII to the Village of Dauville; thence easterly along its boundary line to the public highway which runs parallel to the Canadian Pacific Railway tracks; thence southerly along this highway to the County of Stanstead; thence westerly along the line between the counties of Stanstead and Sherbrooke until the County of Brome is reached and continuing on this line westerly, between the counties of Brome and Sherbrooke, to the point of starting, — the south-west corner of the county of Sherbrooke, touching Shefford County."

O. J. DÉSAULNIERS,
29737 Superintendent of Education.

No. 1824-50.

Quebec, March 16, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 7th day of March, 1951, to change the name of the school municipality of the Paroisse-de-la-Nativité-de-Laprairie, in the county of Laprairie, into that of "Paroisse de Laprairie", same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
29737 Superintendent of Education.

No. 1854-50.

Quebec, March 16, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 7th day of March, 1951, to detach from the school municipality of Saint-David-de-l'Auberivière, in the county of Levis, the lots Nos. 370 and 371 of the official cadastre of Saint-David-de-l'Auberivière, and to annex them to the school municipality of Sorosto, in the same county.

The said order in council to become effective on the 1st of July 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,
29737 Superintendent of Education.

N° 224-51.

Québec, le 19 mars 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est, dans le comté de Papineau, la partie du lot N° 5, rang II (2) du canton de Templeton, appartenant à Monsieur Réal Beauchamp, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Cousineau, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

29739-12-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 224-51

Quebec, March 19, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Templeton-East, in the county of Papineau, part of lot No. 5, range II ((2) of the township of Templeton, belonging to Mr. Réal Beauchamp, and to annex it to the school municipality of Cousineau, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

29739-12-2 Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que la Fraternité Unie des Charpentiers-Menuisiers d'Amérique, local 2457, lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet, rendue obligatoire par le décret numéro 658 du 13 mai 1948.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1407 du 3 avril 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 229 du 7 mars 1951, section "F", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1951 au 28 février 1952, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 1407 doivent également payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit $25.00 par semaine (salaire minimum fixé par décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, local 2457, has submitted to him a request to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet, rendered obligatory by the decree number 658 of May 13, 1948.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trade Joint Committee of Joliette, formed under decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 229 of March 7, 1951, part "F", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 1, 1951 to February 28, 1952, it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established for the journeyman-employee, namely $25.00 per week (minimum wage rate of the decree).

c) The employees governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms, et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, les heures de travail, l'argent perçu au cours de chaque semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be mentioned: the name in full and address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employers shall have these forms filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same themselves to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee between the 1st and the 10th day of each month.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, pour la période comprise entre le 1er mars 1951 et le 28 février 1952.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trade Joint Committee of Joliette, for the period between March 1, 1951, and February 28, 1952.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION A JOLIETTE
Siège social: Joliette, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1951 et le 28 février 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 5,900.00
Salariés	5,900.00
Artisans (du salaire gagné)	1,200.00
Honoraires d'examens	1,200.00
Recettes diverses	800.00
	$15,000.00
Dépenses:	
Administration générale: salaire des employés, inspection, frais de déplacement, loyer, taxes d'affaires, d'eau, éclairage, téléphone, télégrammes, timbres poste et assurance-chômage, entretien de bureaux, administration de banque, etc.	$ 8,900.00
Frais de déplacement des membres	2,000.00
Jetons de présence	1,080.00
Bureau d'examinateurs	800.00
Frais judiciaires et professionnels	1,100.00
Frais d'impression, vérification et divers	1,120.00
	$15,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

THE BUILDING TRADE JOINT COMMITTEE OF JOLIETTE
Corporate seat: Joliette, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between March 1, 1951 and February 28, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 5,900.00
Employees	5,900.00
Artisans (wages earned)	1,200.00
Examination fees	1,200.00
Various receipts	800.00
	$15,000.00
Expenses:	
General administration: (Employees' salaries, inspection traveling expenses, rent, business and water taxes, lighting, telephone, telegrams, postage and unemployment insurance, office upkeep, bank administration, etc.	$ 8,900.00
Travelling expenses of members	2,000.00
Meeting expenses	1,080.00
Board of examiners	800.00
Judicial and professional fees	1,100.00
Printing, auditing and miscellaneous	1,120.00
	$15,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal et du district, établi en exécutis du décret numéro 279 du 4 mars, 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 229, du 7 mars 1951, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 13 mars 1951 au 13 mars 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 279 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 279 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $50.00 par semaine pour l'embaumeur et $40.00 par semaine pour l'homme de service.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 279 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1 % de leur rémunération, (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doto percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces dernires.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité le ou avant le quinze du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective: le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that the Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal and District formed under decree No. 279 of March 4, 1948, has been authorized by a regulation approved, by Order in Council No. 229 of March 7, 1951, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professionnal employers, the artisans, and the employees governed by the said decree, according the to method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 13, 1951, to March 13, 1952, such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decree, number 279 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% their payroll, for the employees governed by the said decree.

b) The artisand governed by the said decree, number 279 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages fixed in the decree for journeymen, namely $50.00 per week for the embalmer and $40.00 per week for the service man.

c) The employees governed by the said decree, number 279 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration, (regular wages, percentage, commission, allowance or bonus)

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity. Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn report when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee: without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of La-

Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Directeurs de Funérailles de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 13 mars 1951 et le 13 mars 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DIRECTEURS DE FUNÉRAILLES DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 mars 1951 et le 13 mars 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1 %):	
Employeurs professionnels	$2,200.00
Artisans	200.00
Salariés	2,200.00
	$4,600.00
Déboursés :	
Salaires:	
Secrétariat	$1,020.00
Inspecteurs	1,275.00
Frais de déplacement des inspecteurs	350.00
Frais légaux	250.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	200.00
Vérification des livres	100.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Frais de déplacement du président et des membres	840.00
Jetons de présence aux membres du comité	560.00
	$4,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

THE PARITY COMMITTEE OF THE FUNERAL DIRECTORS OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receitps and disbursements for the period between March 13, 1951 and March 13, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$2,200.00
Artisans	200.00
Employees	2,200.00
	$4,600.00
Disbursements :	
Salaries :	
Secretary's office	$1,020.00
Inspectors	1,275.00
Travelling expenses of inspectors	350.00
Legal fees	250.00
Stationary, printing, postage, telephone and telegrams	200.00
Audition	100.00
Insurance and Fidelity Bond	5.00
Travelling expenses of chairman and members	840.00
Committee members' attendance fees	560.00
	$4,600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'Ile de Montréal, établi en exécution du décret numéro 913, du 16 juin 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 228 du 7 mars 1951, section "C", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés, assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 15 mars 1951 au 15 mars 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 913 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 913 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $0.60 de l'heure (ou du salaire moyen fixé par le Comité).

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, formed under decree number 913 of June 16, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 228 of March 7, 1951, part "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from March 15, 1951 to March 15, 1952; this levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 913, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 913, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, namely $0.60 per hour (or of the average wage rate established by the Committee).

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 913 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commissions, allocations ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisation, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 25 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Camionnage de l'Ile de Montréal, pour la période comprise entre le 15 mars 1951 et le 15 mars 1952.

ESTIMÉ DES RECETTES ET DES DÉBOURSÉS DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU CAMIONNAGE DE L'ILE DE MONTRÉAL

—

État des recettes et des dévoursés probables pour la période comprise entre le 15 mars 1951 et le 15 mars 1952.

—

Recettes :	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels, salariés et artisans	$49,200.00
Pénalités	300.00
	$49,500.00
Déboursés:	
Salaires :	
Administration et bureau	15,000.00
Inspecteurs	14,000.00
Loyer	2,000.00
Éclairage	125.00
Taxes	100.00
Assurances	225.00
Assurance groupe (maladie-addident)	800.00
Papeterie	3,000.00

c) The employees governed by the said decree number 913, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration (regular wages, percentage, commissions allowances or bonuses).

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be indicated all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a check off on the latters' wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 25th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, for the period between March 15, 1951 and March 15, 1952.

PARITY COMMITTEE OF THE TRUCKING INDUSTRY FOR THE ISLAND OF MONTREAL

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period, between March 15, 1951 and March 15, 1952.

—

Receipts :	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers, employees and artisans	$49,200.00
Penalties	300.00
	$49,500.00
Expenses:	
Office and management salaries	$15,000.00
Inspectors' salaries	14,000.00
Rent	2,000.00
Lighting	125.00
Taxes	100.00
Insurance	225.00
Group insurance (sickness-accident)	800.00
Stationery	3,000.00

Dépenses de voyage	800.00	Travelling expenses	800.00
Dépenses d'automobile	950.00	Automobile expenses	950.00
Frais légaux	3,000.00	Legal fees	3,000.00
Téléphone et télégrammes	625.00	Telephone and telegrams	625.00
Poste	900.00	Postage	900.00
Vérification	800.00	Audition	800.00
Frais de banque	100.00	Bank charges	100.00
Dépenses générales	3,600.00	General expenses	3,600.00
Ameublement et équipement	350.00	Furniture and equipment	350.00
Jetons de présence aux délégués	1,500.00	Meeting expenses of delegates	1,500.00
Frais de déplacement des délégués	1,500.00	Travelling expenses of delegates	1,500.00
	$49,375.00		$49,375.00
Surplus prévu	125.00	Estimated surplus	125.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

Deputy Minister of Labour.
GÉRARD TREMBLAY,

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Matériaux de construction, établi en vertu du décret numéro 324 du 30 mars 1950, et chargé de la mise à exécution du décret numéro 1256 du 16 novembre 1950, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 228 du 7 mars 1951, section "H", le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chap. 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période du prélèvement s'étend du 13 mars 1951 au 13 mars 1952, et il s'exerce de la façon suivante:

a) L'employeur professionnel assujetti au décret numéro 1256 doit verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis ou allocations payés à ses employés assujettis audit décret.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 1256 doivent également verser au Comité paritaire ½ de 1% des salaires qu'ils ont gagnés dans l'exécution de travaux assujettis audit décret.

c) Les employés assujettis audit décret numéro 1256 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis, allocations.

2. *Mode de perception*

Afin de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire doit mettre à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu durant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir ces formules et les retourner au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses employés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au Comité pari-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee, established under decree No. 324 of March 30, 1950, and entrusted with the enforcement of the decree number 1256 of November 16, 1950, relating to the ornamental iron and bronze industry, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 228 of March 7, 1951, part "H", in conformity with subsection "*i*" of section 20 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from the 13th of March 1951 to the 13th of March 1952, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by decree number 1256 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All the artisans subject to decree number 1256 must also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree number 1256 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity

taire. Ce comité se réserve le droit d'exiger l'assermentation desdits rapports à chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être envoyé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre.

L'estimé des recettes et déboursés pour la mise à exécution dudit décret, numéro 1256, était inclus dans la requête du Comité paritaire des Matériaux de Construction soumise en février 1951 pour la période comprise entre le 1er mars 1951 et le 1er mars 1952, et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 192-D du 21 février 1951.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Détail de Mégantic établi en exécution du décret numéro 164, du 12 février 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 228 du 7 mars 1951, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 21 février 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 164 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 164 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé par le comité, soit $24.00 par semaine.

c) Les salaires régis par ledit décret numéro 164 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

The estimate of receipts and disbursements for the administration of the said decree, No. 1256, was included in the Building Materials Joint Committee petition sent in February 1951 for the period comprised between the 1st of March 1951 and the 1st of March 1952 and approved by Order-in-Council No. 192-D of February 21st, 1951.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire du Commerce de Détail de Mégantic", formed under decree number 164 of February 12, 1948, has been authorized by a by-law approved by order in council number 228 of March 7, 1951, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, to February 21, 1952; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 164 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their pay-roll (regular wages, bonuses, allowances and percentages) for their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree number 164 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the mean wage rate set by the Committee, i.e., $24.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 164 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le quinze du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du commerce de détail de Mégantic, pour la période comprise entre le 21 février 1951 et le 21 février 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE MÉGANTIC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 21 février 1951 et le 21 février 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 450.00
Artisans	100.00
Salariés	450.00
	$1,000.00
Déboursés:	
SALAIRES:	
Secrétaire	$ 600.00
Frais de déplacement de l'inspecteur	85.00
Frais légaux	50.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	100.00
Vérification des livres	60.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Dépenses diverses et imprévues	100.00
	$1,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right the exact sworn reports when deemed advisable

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire du Commerce de Détail de Mégantic" for the period comprised between February 21, 1951, and February 21, 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE MÉGANTIC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 21, 1951, and February 21, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$450.00
Artisans	100.00
Employees	450.00
	$1,000.00
Disbursements:	
SALARIES:	
Secretary	$600.00
Travelling expenses of inspector	85.00
Legal fees	50.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams	100.00
Audition	60.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	100.00
	$1,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, établi en exécution du décret numéro 1413 du 14 décembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 229 du 7mars

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, formed under decree No. 1413 of December 14, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 229 of March 7. 1951, part "E", in conformity

1951 section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1951 au 15 décembre 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire fixe et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret doivent au comité paritaire, une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire hebdomadaire moyen du compagnon, soit $32.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à ¼ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisation, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquées les heures de travail régulières et supplémentaires, le métier, le montant du salaire payé et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le cinq (5) de chaque mois.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un frapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexés, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie et de la Pâtisserie de Granby, pour la période se terminant le 15 décembre 1951.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE ET DE LA PATISSERIE DE GRANBY

—

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mars 1951 et le 15 décembre 1951.

—

Recettes:

Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels et artisans.	$150.00
Salariés.	150.00
	$300.00

with the provisions of the Collective Agreement Act R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 1, 1951, to December 15, 1951, and applies as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the lowest weekly wages fixed for journeymen namely $32.00.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the regular and overtime hours of labour, the trade, the wages paid, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the forms be filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer sall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the fifth day of each month.

3. *Financial Report*

Under the Collective agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, for the period ending December 15, 1951.

PARITY COMMITTEE OF THE BAKING AND PASTRY-MAKING INDUSTRY OF GRANBY

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1951, and December 15, 1951.

—

Receipts:

Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers and artisans..	$150.00
Employees	150.00
	$300.00

Dépenses:	
Salaire du secrétaire et inspecteur.	180.00
Électricité, loyer, téléphone.	43.00
Timbres, impressions, papeteries, etc....	21.00
Frais légaux	35.00
Divers.	21.00
	300.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, établi en exécution du décret numéro 226 du 22 février 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 228 du 7 mars 1951, section "D", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 4 mars 1951 au 4 mars 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessus mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 226 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 226 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié masculin le moins rémunéré, soit $25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 226 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport, chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements

Expenses:	
Salary of Secretary and Inspector.	180.00
Electricity, rent, telephone.	43.00
Stamps, printing, stationery, etc.	21.00
Legal fees	35.00
Miscellaneous.	21.00
	300.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos, formed under decree number 226 of February 22, 1950, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 228 of March 7, 1951, part "D", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree, according to the method and rate hereafter described:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 4, 1951, to March 4, 1952, it shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 226, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of all employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 226, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for male employers, which is $25.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 226, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employers by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent with the assessments of the professional employer and of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information,

nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail d'Asbestos, pour la période comprise entre le 13 mars 1951 et le 13 mars 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL D'ASBESTOS

Siège social: Asbestos, Québec.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 mars 1951 et le 13 mars 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 525.00
Artisans	335.00
Salariés	525.00
	$1,385.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétariat	$ 720.00
Administration	85.00
Frais légaux	60.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	90.00
Vérification des livres	40.00
Assurances	5.00
Jetons de présence	335.00
Dépenses diverses et imprévues	50.00
	$1,385.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de la quincaillerie district de Québec, établi en exécution du décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 228 du 7 mars 1951, section "G" le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 16 mars 1951 au 16 mars 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis ou alloca-

he shall be notified to do so within five (5) days.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of his financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos for the period between March 13, 1951 and March 13, 1952.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE OF ASBESTOS

Office: Asbestos, Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 13, 1951, and March 13, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 525.00
Artisans	335.00
Employees	525.00
	$1,385.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary's office	$ 720.00
Administration	85.00
Legal fees	60.00
Stationery, printing postage, telephone and telegrams	90.00
Audition	40.00
Insurance	5.00
Meeting expenses	335.00
Various and unforeseen expenses	50.00
	$1,385.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, formed under decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law appoved by Order in Council number 228 of March 7 1951, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employers governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 16, 1951, to March 16, 1952, and is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1090, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, bonuses or allocations

tions payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret 1090 et amendements.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant, sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de la quincaillerie, district de Québec, pour la période comprise entre le 16 mars 1951 et le 16 mars 1952.

COMITÉ PARITAIRE DE COMMERCE DE LA QUINCAILLERIE DISTRICT DE QUÉBEC

—

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 16 mars 1951 et le 16 mars 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,250.00
Salariés	3,250.00
	$6,500.00
Dépenses:	
Salaires: secrétariat et inspection	4,500.00
Frais de déplacement, inspecteur	125.00
Bureau des Examinateurs	350.00
Loyer et éclairage	200.00
Frais judiciaires et professionnels	375.00
Impression et papeterie	200.00
Poste, téléphone et télégraphe	100.00
Intérêts, échange et agios	10.00
Jetons de présence	400.00
Taxes d'affaires et d'eau	10.00

paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established for employees, according to their category, as stipulated in the decree number 1090, and amendments.

2. *Mode of collection*

The assessments are payable every month, between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report indicating on the forms supplied by the said Committee, the name in full and address of every employee in his employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees; all such sums shall be paid with money that is current in the Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. *Financial Report*

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District for the period comprised between March 16, 1951 and March 16, 1952.

JOINT COMMITTEE OF HARDWARE TRADE QUEBEC DISTRICT

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 16, 1951, and March 16, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$3,250.00
Employees	3,250.00
	$6,500.00
Expenses:	
Salaries:	
Secretary's office and inspection	$4,500.00
Travelling expenses of inspector	125.00
Board of examiners	350.00
Rent and lighting	200.00
Judicial and professional fees	375.00
Printing and stationery	200.00
Postage, telephone and telegraph	100.00
Interest, exchange and agio	10.00
Meeting expenses	400.00
Business and water taxes	10.00

Assurance et cautionnement	7.50
Divers	222.50
	$6,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 mars 1951. 29735-o

Insurance and Surety Bond	7.50
Miscellaneous	222.50
	$6,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 24, 1951. 29735-o

Département du Trésor
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "La Mutuelle Bond—The Bond Mutual", constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de l'article 66 de la Loi des assurances, Chapitre 299, S.R. 1941, et enregistrée sous le numéro 238, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement N° 1067 qui l'autorise, à compter du 2 février 1951, à accorder à ses membres des bénéfices en cas de décès, accident et maladie.

Le siège social de la société est situé à Longueuil, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 12 mars 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
29730-12-2-o Surintendant des assurances.

Treasury Department
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "La Mutuelle Bond—The Bond Mutual", incorporated as a mutual benefit association in accordance with the provisions of section 66 of the Quebec Insurance Act, Chapter 299, R.S. 1941, and registered under number 238, has obtained the license and certificate of registration No. 1067 authorizing it, as from the 2nd of February 1951, to grant to its members death, accident and sickness benefits.

The head office of the Society is situate at Longueuil, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 12th of March 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
29730-12-2-o Superintendent of Insurance.

Proclamations

Canada,
Province de Québec
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 289 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque district électoral, une ou plusieurs Cours de magistrats qui sont désignées d'après le nom du district électoral où ces cours peuvent être établies;

ATTENDU que, sous l'autorité des articles 318 et 319 de ladite loi, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, par proclamation, abolir toute Cour de magistrat qu'il juge à propos et ordonner que les dossiers, registres, documents et archives d'une Cour de magistrat abolie en possession du greffier de la cour ou de toute autre personne, soient transmis, sans délai, au greffe d'une autre Cour de magistrat indiquée dans la proclamation pour faire partie des archives de cette autre Cour de magistrat;

Proclamations

Canada,
Province of Quebec,
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

WHEREAS under authority of the provisions of section 289 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor in Council may establish, by proclamation, in and for any electoral district, one or more Magistrate's Courts called by the name of the electoral district where such courts may be established;

WHEREAS under authority of sections 318 and 319 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may also, by proclamation, abolish any Magistrate's Court which he may deem proper, and order that the records, registers, documents and archives of such abolished Magistrate's Court, whether they be in the possession of the Clerk of such Court or any other person, shall be sent without delay, to the office of the clerk of another Magistrate's Court, indicated in the proclamation and shall form part of the archives of such other Magistrate's Court;

ATTENDU que, la Cité de Grand'Mère étant comprise dans le district électoral de Laviolette, il y a maintenant lieu:

1. de décréter, à compter du 26 mars 1951:

a) l'abolition de la "Cour de magistrat pour le comté de Champlain à Grand'Mère établie sous l'autorité d'une problamation publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* du 13 janvier 1923; et

b) l'établissement, dans la Cité de Grand'Mère, d'une Cour de magistrat désignée "Cour de magistrat pour le district électoral de Laviolette", laquelle sera tenue dans l'Hôtel de ville de Grand'Mère.

2. d'ordonner que, après l'abolition de la Cour de magistrat pour le comté de Champlain à Grand'Mère, les dossiers, régistres, documents et archives de ladite cour soient transmis à la "Cour de magistrat pour le district électoral de Laviolette" à Grand'Mère.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 217 du 7 mars 1951 et conformément aux dispositions des articles 289, 318 et 319 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, c. 15), Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons, à compter du 26 mars 1951:

a) l'établissement, dans la Cité de Grand'Mère, de la "Cour de magistrat pour le district électoral de Laviolette à Grand'Mère", laquelle sera tenue dans l'Hôtel de ville de Grand'Mère;

b) l'abolition de la "Cour de magistrat pour le comté de Champlain à Grand'Mère"; et

c) la transmission, après l'abolition de la "Cour de magistrat pour le comté de Champlain à Grand'Mère", des dossiers, registres, documents et archives de cette cour à la "Cour de magistrat pour le district électoral de Laviolette à Grand'Mère.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P. LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de mars en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne le quinzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
29727-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

WHEREAS the City of Grand'Mère being comprised in the electoral district of Laviolette, it is now expedient:

1. To enact that from and after the 26th of March, 1951:

a) The abolition of the Magistrate's Court for the county of Champlain, at Grand'Mère established under authority of a proclamation published in the *Quebec Official Gazette* of January 13, 1923; and

b) The establishment, in the City of Grand'Mère, of a Magistrate's Court, designated "Magistrate's Court for the Electoral District of Laviolette" which same shall be held in the City Hall of Grand'Mère.

2. Order that after the abolition of the Magistrate's Court for the county of Champlain, at Grand'Mère, the records, registers, documents and archives of the said Court, be sent to the "Magistrate's Court for the Electoral District of Laviolette" at Grand'Mère.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 217, of March 7th, 1951, and in conformity with the provisions of sections 289,318 and 319, of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, c. 15), We have enacted and ordered and do hereby enact and order, from and after the 26th of March, 1951;

a) the establishment in the City of Grand'Mère of the "Magistrate's Court for the Electoral District of Laviolette at Grand'Mère", which same shall be held in the City Hall of Grand'Mère;

b) the abolition of the Magistrate's Court for the county of Champlain, at Grand'Mère; and

c) the transfer, after the abolition of the Magistrate's Court for the county of Champlain, at Grand'Mère, of the records, registers, documents and archives of said Court to the "Magistrate's Court for the electoral district of Laviolette, at Grand'Mère".

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL. D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourteenth day of March, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
29727 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L'Asistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au paragraphe 1A de l'article 3 de la Loi 21 George V, c. 104, un plan et un livre de renvoi revisés relativement à une partie du village incorporé de Lauzon, comprise dans le quartier Fafard de la ville de Lauzon, division d'enregistrement de Lévis;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi revisés font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Lévis;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 160, en date du 15 février 1951, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code Civil, et du paragraphe 1A de l'article 3 de la Loi 21 George V, c. 104.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi revisés mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 3, par. c de la loi modifiant les articles 2174A et 2175 du Code civil (21 Geo. V, chapitre 104) viendront en vigueur relativement à une partie du village incorporé de Lauzon, comprise dans le quartier Fafard de la ville de Lauzon, division d'enregistrement de Lévis; et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plant et livre de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de février en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la province,
29738-o JEAN BRUCHÉSI.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared under his direction incoformity with paragraph 1A of section 3 of the Act 21 George V, c. 104, a revised plan and book of reference respecting a part of the incorporated village of Lauzon, comprised in Fafard Ward of the town of Lauzon, registration division of Levis;

WHEREAS said revised plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests and that an exact copy has been filed at the office of the Registration Division of Levis;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 160, dated February 15, 1951, and pursuant to the provisions of articles 2174 and 2174A of the civil Code and of paragraph 1A of section 3 of the Act 21 George V, c. 104.

We give notice of the filing of said revised plan and book of reference mentioned above, in the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and

We fix the date of the publication o the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of section 3, par. c of the Act amending articles 2174A and 2175 of the Civil Code (21 Geo. V, chapter 104) shall come into force respecting a part of the incorporated village of Lauzon, comprised in Fafard Ward of the town of Lauzon, Registration Division of Levis, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority conferred by the Act, to renew within the year following the date hereinabove fixed, any hypothecs particularly affecting any of the lots of the plan and book of reference and not comprised in the hypothecs affecting the whole of the subdivided land.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Governement House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth, year of Our Reign.

By Command,
JEAN BRUCHÉSI,
29738 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS DE SIÈGE SOCIAL

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Crédit Mauricien Inc."—(Maurician Credit Inc.)", incorporée par lettres patentes en date du 22 décembre 1950, a établi son siège social à 936 rue Notre-Dame, Trois-Rivières, P.Q.

Trois-Rivières ce 10 mars 1951.
Le Secrétaire,
29722-o FRANCOIS NOBERT.

Head Offices

NOTICE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the company "Crédit Mauricien Inc."—"(Maurician Credit Inc.)", incorporated by letters patent on December 22nd, 1950, has established its head office at 936 Notre-Dame Street, Trois-Rivières, P.Q.

Trois-Rivières, March 10, 1951.
FRANCOIS NOBERT,
29722 Secretary.

WELLS CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Règlement "B"

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Wells Construction Company Limited" que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes transportée de 7395 Blvd. LaSalle, en la cité de Verdun, Québec, à 6955 avenue Somerled, Montréal, Québec.

Vraie copie certifié, Montréal, le 26 février 1951.

Le Secrétaire,
29726 G. L. HALE.

WELLS CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

By-law "B"

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Wells Construction Company Limited," that the location of the head office of the Company be and the same is hereby changed from 7395 LaSalle Blvd, in the City of Verdun, Quebec, to 6955 Somerled Avenue, Montreal, Quebec.

Certified a true copy, Montreal, February 26th, 1951.

G. L. HALE,
29726-o Secretary.

EXPLOSIVES SALES LIMITED

Avis de la situation du Bureau Principal de la Compagnie.

Avis est donné que la compagnie "Explosives Sales Limited", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 20 octobre 1950, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 8772 est, rue Notre-Dame, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14ième jour de mars 1951.

Le Président,
29748-o GUSTAVE CHARLAND.

EXPLOSIVES SALES LIMITED

Notice of the Situation of the Head Office of the Company.

Notice is hereby given that the "Explosives Sales Limited", compagny incorporated under the provisions of Part 1 of the Quebec Companies Act, on the twentieth day of October 1950, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 8772 Notre-Dame St East, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fourteen day of March 1951.

GUSTAVE CHARLAND,
29748-o President.

J. ACCURSO LTD.

Avis est donné que la compagnie "J. Accurso Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 décembre 1950 et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au N° 10150 Boulevard St-Laurent, en la cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 22 février 1951.

(Sceau)

Le Secrétaire,
29749 WILLIAM RUSSO.

J. ACCURSO LTD.

Notice is hereby given that the company "J. Accurso Ltd." incorporated by letters patent under date of December 28th, 1950, and having its Head-Office in the City of Montreal, Province of Quebec, has established its office at No. 10150 St. Lawrence Boulevard, in the City of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the Company as being its Head-Office.

Dated at Montreal, this 22nd day of February 1951.

(Seal)

WILLIAM RUSSO,
29749-o Secretary.

Avis est par la présente donné que "Promoteurs Inc." "Promoters Inc.", inocrporée le 1er mars 1950 a établi son siège social dans la municipalité de Dorval, P.Q.

(Sceau)
29750-o RÉMI LAMY.

Notice is hereby given that "Promoteurs Inc." Promoters Inc.", incorporated on the 1st of March 1950, has established its head office in the Municipality of Dorval, P.Q.

(Seal)
29750-o RÉMI LAMY.

Vente d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1950 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinvinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 est, rue

Sale of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1950, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street East, Toronto,

King, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le dixième jour de mai 1951, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 16 février 1951.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
K. COPEMAN.

29546-8-6

Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the tenth day of May, 1951, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 16th, 1951

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
K. COPEMAN,
Superintendent.

29546-8-6-o

Ventes par licitation

AVIS DE LICITATION

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 292281.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Edouard Tellier, siégeant à la Cour Supérieure, le 22 janvier 1951, dans une cause où Ernest Russell Cameron, statisticien, et Bryce Cameron, gentilhomme, tous deux de la cité de Montréal, personnellement et en leur qualité de co-exécuteurs et co-fiduciaires de la Succession de feue Dame Eliza Ross, sont demandeurs, et Dame Alice Cameron, épouse de Albert Wale, de la Cité de Montréal, et le dit Albert Wale aux fins d'autoriser sa dite épouse, et Wallace Cameron, gentilhomme, de la Cité de Montréal, sont défendeurs, la licitation a été ordonnée des immeubles suivants, savoir:

a) "Un emplacement ayant front sur la rue Dumarais, en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-neuf originaire (339) sur le plan officiel et au livre de renvoi du Quartier St-Louis de la Cité de Montréal, contenant quarante-deux pieds et six pouces de largeur par cinquante-quatre pieds et six pouces de profondeur avec droit à perpétuité du passage qui longe le dit lot de terre sur toute sa profondeur et est commun à tous propriétaires du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342) sur le plan officiel et au livre de renvoi. Avec les bâtisses dessus construites, portant le numéro 160 à 166, inclusivement, de la rue Dumarais, avec toutes servitudes active et passive attachées à la dite propriété;

b) Un emplacement ayant front sur la rue de Bullion, en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent quarante originaire (340) sur le plan officiel et au livre de renvoi du Quartier St-Louis de la Cité de Montréal, contenant soixante-quinze pieds et quatre pouces de largeur par quarante-et-un pieds et quatre pouces de profondeur, le tout en mesure française plus ou moins, bornée en front par la rue de Bullion sur un côté; vers le nord-ouest par la rue Dumarais; et de l'autre côté vers le sud-est par le lot originaire numéro trois cent quarante-et-un (341) sur le dit plan officiel et au livre de renvoi; et en arrière en partie par une ruelle et en partie par le lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342) sur le dit plan officiel et au livre de renvoi, avec les bâtisses dessus construites, portant le numéro 1161 à 1173, inclusivement, de la rue de Bullion."

Les immeubles susdésignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL 1951, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la Salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre Salle d'audience où les intéressés pourront être référés, le tout sujet

Sales by Licitation

NOTICE OF LICITATION

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 292281.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice Edouard Tellier, sitting in the Superior Court, on the 22nd day of January 1951, in a case wherein Ernest Russell Cameron, statistician, and Bryce Cameron, gentleman, both of the City of Montreal, personnally and in their quality as co-executors and cotrustres of the Estate of the late Dame Eliza Ross, are Plaintiffs, and Dame Alice Cameron, wife of Albert Wale, of the City of Montreal, and the said Albert Wale for the purpose of authorizing his said wife, and Wallace Cameron, gentleman, of the City of Montreal, are Defendants, the licitation of the following immoveables was ordered, to wit:

a) "A lot of land fronting on Dumarais Street, in the City of Montreal, known and designated as original lot number three hundred and thirty-nine (339) on the official plan and in the book of reference of St. Louis Ward of the City of Montreal, containing forty-two feet six inches in width by fifty-four feet six inches in depth the whit right in perpetuity of passage which runs the full depth of said lot of land and is common to all proprietors of original lot number three hundred and forty-two (342) on the said official plan and in the book of reference with the buildings thereon erected, bearing civic number 160 to 166, both inclusive of Dumarais Street, with all servitudes active and passive attached to the said property.

b) That certain lot of land fronting on de Bullion Street in the City of Montreal, known and designated as original lot number three hundred and forty (340) on the official plan and in the book of reference of St. Louis Ward of the City of Montreal, containing seventy-five feet and four inches in front by forty-one feet and four inches in depth, the whole French measure more or less, bounded in front by de Bullion Street on one side to the northwest by Dumarais Street and on the other side to the southeast by original lot number three hundred and forty-one (341) on the said official plan and in the book of reference and in rear partly by a lane and partly by original lot number three hundred and forty-two (342) on said official plan and in the book of reference with the buildings thereon erected bearing civic number 1161 to 1173, both inclusive, on the Bullion Street."

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1951, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31 of the Court House, at Montreal, or in any other Court Room to which the interested parties may be referred, the whole

à charges, clauses et conditions mentionnés dans le cahier des charges qui sera déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au même Greffe du Protonotaire, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos du droit de le faire.

Un dépôt de $3,000.00 devra être fait entre les mains de l'officier chargé de la vente, par tout offrant et enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, le 12 mars 1951.

Les Procureurs des demandeurs,
MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN.

29688-11-2-o

---

subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of $3,000. to be made to the officer in charge of the sale, by each and every bidder at the time of his bid.

Montreal, March 12th, 1951.

MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN,
Attorneys for Plaintiffs.

29688-11-2-o

Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, N° 6781, Cour Supérieure. Mlle Honorine Dumaine, demanderesse; vs Clovis Dumaine, défendeur, et Mlle Eva Dumaine, mise-en-cause.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, le 13ème jour de mars 1951, dans une cause dans laquelle Mlle Honorine Dumaine, de Saint-Hugues de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, est demanderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

"Une ferme située en la paroisse de Saint-Hugues, désignée comme étant le lot numéro trois cent un (n° 301) au cadastre officiel de cette paroisse, mesurant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, à distraire, cependant dudit lot, les emplacements appartenant à Polydore Bazinet, Mme W. Melançon, la corporation du village Saint-Hugues et Paul Laporte, ou leurs représentants."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1951, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Saint-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute poposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, ce 19 mars 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
PH. POTHIER.

29731-12-2-o

Province of Quebec, District of Saint-Hyacinthe, No. 6781, Superior Court. Miss Honorine Dumaine, plaintiff; vs Clovis Dumaine, defendant; and Miss Eva Dumaine, mise-en-cause.

NOTICE

Notice is given that in virtue of a judgment of Superior Court, sitting at Saint-Hyacinthe, in the district of Saint-Hyacinthe, on the 13th day of March, 1951, in a case wherein Miss Honorine Dumaine of Saint-Hughes de Bagot, district of Saint-Hyacinthe, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

"A farm situate in the parish of Saint-Hughes, designated as being lot number three hundred and one (No. 301) of the official cadastre for said parish, measuring three arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, to be deducted, however, from the said lot, the emplacements belonging to Polydore Bainet, Mme W. Melançon, the corporation of the village of Saint-Hughes and Paul Laporte, or their representatives."

The immovable hereinabove designated will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-SIX day of APRIL, 1951, sitting the Court, in the court room of the Court House of Saint-Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions, indicated in the list of charges, filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and that all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and all opposition to payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays herein prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Saint-Hyacinthe, this 19th of March, 1951.

PH. POTHIER,
Attorney for the plaintiff.

29731-12-2

Canada, province de Quebec, district de Montréal, cour supérieure. N° 239-912.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Joseph Jean, siégeant à la Cour Supérieure le 16

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 239-912.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, for the district of Montreal, rendered

octobre 1950, dans une cause où Albert Aumont, commis, est demandeur et Ernestine Aumont, Marie-Anne Aumont, Alphonse Aumont, tavernier, Charles-Ed. Aumont, commis et René Aumont, employé civil sont défendeurs, tous des cité et district de Montréal, la licitation a été ordonnée des immeubles suivants, savoir: un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Ontario est, contenant trente pieds de largeur sur ladite rue par quatre-vingt quatre pieds de profondeur sur la rue Jeanne d'Arc formant une superficie de deux mille cinq cent-vingt pieds, mesure anglaise, plus ou moins, ledit emplacement étant composé du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatorze (14-303) sur le plan et au livre de renvoi officiel du village d'Hochelaga; ledit emplacement étant borné: au nord par le numéro (14-304), au sud-ouest par le numéro (14-302), au sud-est par le numéro (14-301) et au nord-ouest par le numéro (14-312).

Avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 4021, 4023, 4025 et la rue Ontario est.

Les immeubles susdésignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le MERCREDI 25 AVRIL 1951, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi (heure avancée, si elle existe à Montréal; sinon, à l'heure solaire), à la Salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre Salle d'audience où les intéressés pourront être référés; le tout sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges qui sera déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au même Greffe du Protonotaire, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adujdication;

A défaut par les intéressée de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos du droit de le faire.

Un dépôt de $5,000.00 devra être fait entre les mains de l'officier chargé de la vente, par tout offrant et enchérisseur avant son offre ou enchère.

Montréal, 20 mars 1951.

Les Avocats du demandeur,
29751-12-2-o TRUDEAU, BEAULIEU & ÉTHIER.

on the 16th day of October 1950, by Honourable Justice Joseph Jean, in a case wherein Albert amont, clerk; is plaintiff and Ernestine Aumont, Marie-Anne Aumont, Alphonse Aumont, tavern keeper, Charles-Ed. Aumont, clerk and René Aumont, civil employee, are defendants, all of the city and district of Montreal, the licitation of the following immovables was ordered, to wit: an emplacement, in the city of Montreal, fronting on Ontario Street, East, measuring thirty feet in width on the said street, by eighty four feet in depth on Jeanne d'Arc Street forming an area of two thousand and five hundred and twenty square feet, English measure and more or less, the said emplacement being composed of: the lot of land known and designated as number three hundred and three of the official subdivision of the original lot number fourteen (14-303) on the official plan and in the book of reference for the incorporated bvillage of Hochelaga; the said lot of land being bounded: on the north by the number (14-304), on the southwest by the number (14-302), on the southeast by the number (14-301), and on the northwest by the number (14-312).

With the buildings thereon erected bearing the civic numbers 4021, 4023, 4025 Ontario Street East.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, WEDNESDAY on the TWENTY-FIFTH day of APRIL, 1951, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (daylight Saving Time, if in force in Montreal, otherwise at standard time,) in the Court Room No. 31 of the Court House, at Montreal, or in any other Court Room to which the interested parties may be referred, the whole subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be forecloses from so doing.

A deposit of $5,000.00 by each and every bidder to be made to the officer in charge of the sale, before his bid or offer.

Montreal, March 20th, 1951.

TRUDEAU, BEAULIEU & ÉTHIER,
29751-12-2-o Attorneys for plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAINT-MAURICE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Oscar Leclerc, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique, au village de Yamachiche, lieu où le conseil dudit comté tient ses sessions, JEUDI, le DIXIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent cinquante et un, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres recevances dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Sales for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY SAINT-MAURICE

Public notice is hereby given by the undersigned Oscar Leclerc, Secretary-traesurer of the aforesaid municipality, that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction, in the public hall of the Village of Yamachiche, place where the Council of said county holds its sessions, on THURSDAY, the TENTH day of the month of MAY, nineteen hundred and fifty-one, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and other assessments, due the hereinunder mentioned municipalities, on the divers lots hereinafter designed, unless they be paid, with costs incurred, before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse de Ste-Anne de Yamachiche
Municipality of the Parish of Ste-Anne of Yamachiche

Propriétaires — Proprietors	Numéros du cadastre — Cadastral numbers	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — Schol. taxes	Total
Alide Boisvert	P. 357	$ 6.28	$ 7.10	$ 13.38
"	372	8.84	7.34	16.18
"	393	1.10	2.60	3.70
"	395	.95	1.31	2.26
Veuve-widow Wilfrid Dauphin	P. 1143	.09	.30	.39

Municipalité de Saint-Mathieu
Municipality of Saint-Mathieu

Walther Graham	P. 42 rg. 6	3.28	3.47	6.75
Wilfrid Blais	P. 50 rg. 6	6.32	8.03	14.35
L.-O. Massicotte	P. 51, P. 51 rg. 7	18.25	24.66	42.91
Léopaul et-and Nelson Déchesne & Armand Vincent	P. 12 rg. 10	15.71	21.22	36.93
Ernest Déroche	P. 8 rg. 11	1.49	2.14	3.63
Jeanne Crisp	P. 9B, rg. 13	50.59	67.97	118.56
Henri Juneau	P. 11, rg. 19	5.55	7.91	13.46
Ephrem Juneau	1 et 2 rg. 18	4.74	7.66	12.40
"	3 rg. 18	4.74	7.66	12.40
"	12 rg. 19	6.32	9.03	15.35
"	13 rg. 19	6.32	9.03	15.35
Antoinette Lamontagne	P. 5 rg. 19	3.17	4.51	7.68

Municipalité de St-Etienne des Grès
Municipality of St-Etienne des Grès

Joseph Guimond	256	5.22	17.36	22.58

Une terre de 50 arpents de superficie environ, bornée en front au chemin public, en profondeur au chemin du troisième rang, côté nord-ouest à Georges Guimond, côté sud-est à Eddy Charette.

A farm of about 50 arpents in area, bounded in front by the public road, on the depth by the road of the third range, on the northwest side by Georges Guimond, on the southeast side by Eddy Charette.

Municipalité de Sainte-Flore

H.-P. Foucher, succession. — Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de Ste-Flore, dans la concession sud-est du chemin des Piles, contenant d'abord quarante-cinq pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-quatre pieds, de là ,reprenant une largeur de vingt-six pieds sur la profondeur de trente-six pieds, borné en front par le chemin public, en profondeur et des deux autres côtés par Armand Foucher et faisant partie du lot de terre numéro CENT SOIXANTE-TROIS (P. 163) du cadastre de la paroisse de Ste-Flore, comté de St-Maurice, avec bâtisses y érigées, ledit emplacement pris à quarante-cinq pieds de la ligne nord-est de celui de Benjamin Lampron. Taxes municipales, $77.54; Taxes scolaires, $118.55; Total dû : $196.09.

Hervé Vallières. — Un emplacement de terrain situé en la paroisse de Ste-Flore, mesurant cent pieds de largeur au chemin, cent pieds de profondeur du côté de la carrière Lambert, cent dix pieds de largeur à la profondeur du terrain, cent dix pieds à partir de l'arrière du terrain, du côté de la venderesse, pour revenir à rien dans cette ligne jusqu'à cent pieds de largeur, de manière que le terrain forme un carré régulier avec la ligne du chemin, sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné en front par la route nationale de Ste-Flore, d'un côté par le terrain de M. Lambert, propriétaire de la carrière, de l'autre côté et en arrière par le terrain de la venderesse, l'emplacement sus-vendu, fait partie du lot numéro SIX CENT VINGT ET UN (P. 621) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Ste-Flore. Taxes municipales, $15.39; taxes scolaires, $63.55; Total dû: $78.94.

Municipality of Sainte-Flore

H.-P. Foucher, Estate.— A certain lot of land or emplacement situate in the parish of Ste-Flore, in the concession southeast of "chemin des Piles", measuring firstly forty-five feet in front by the depth of eighty-four feet, thence again taking a width of twenty-six feet by the depth of thirty-six feet, bounded in front by the public road, on the depth and on the two other sides, by Armand Foucher, and forming part of the lot of land number one hundred and sixty-three (Pt. 163) of the cadastre for the parish of Ste-Flore, county of St-Maurice, with buildings thereon erected, said emplacement taken at a distance of forty-five feet from the northeast line of that of Benjamin Lampron. Municipal taxes, $77.54; School taxes, $118.55. Total due: $196.09.

Hervé Vallières.— An emplacement of land situate in the parish of Ste-Flore, measuring one hundred feet in width, at the road, one hundred feet in depth on the side of the Lambert quarry,one hundred and ten feet in width at the depth of the land, one hundred and ten feet starting from the rear of the land, on the side of the vendor, tapering to nothing in this line, up the one hundred feet in width, so that the land forms a right angle with the line of the road, by one hundred feet in depth, English measure, more or less, bounded in front by the Ste-Flore national highway, on one side by the land of M. Lambert, owner of the quarry, on the other side and in rear by the land of the vendor, the above sold emplacement forms part of lot number six hundred and twenty-one (Pt. 621) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Ste-Flore. Municipal taxes, $15.39 School taxes, $63.55. Total due, $78.94.

Bruno Richard.— Un emplacement situé dans la paroisse de Ste-Flore, mesurant cinquante pieds de large par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front ou vers le sud-est par la route nationale Shawinigan-Grand'Mère, d'un côté ou vers le nord-est par une rue projetée, de l'autre côté ou vers le sud-ouest par le terrain de Wilson Côté ou représentant, en arrière ou vers le nord-ouest, par le résidu du lot, connu et désigné le dit emplacement comme étant partie du lot numéro QUARANTE-HUIT (P. 48) au plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enrégistrement fait pour la paroisse de Ste-Flore, avec les bâtisses dessus construites. Taxes municipales, $59. 43; aqueduc, $238.77; Taxes scolaires, $392.80. Total dû: $691.00.

Donné à Yamachiche, ce troisième jour du mois de mars, mil neuf cent cinquante et un.

Le Secrétaire-trésorier,
29639-10-2-o OSCAR LECLERC.

Bruno Richard.— An emplacement situate in the parish of Ste-Flore, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and more or less, bounded in front or towards the southeast by the Shawinigan-Grand'Mère National Highway, on one side, or towards the northeast by a proposed street, on the other side or towards the southwest by the land of Wilson Côté or representative, in rear or towards the northwest by the residue of the lot, known and designated, said emplacement, as being part of lot number forty-eight (Pt. 48) on the official cadastral plan and in the book of reference made for the parish of Ste-Flore, with the buildings thereon erected. Municipal taxes, $59.43; Waterworks, $238.77; School taxes, $392.80. Total due: $691.00.

Given at Yamachiche, this third day of the month of March, nineteen hundred and fify-one.

OSCAR LECLERC,
29639-10-2 Secretary-Treasurer.

Canada, Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARGENTEUIL

Avis public est, par les présentes, donné par E.-M. Jones, Secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ou parties des lots ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la ville de Lachute, dans ledit comté d'Argenteuil, étant l'endroit où les sessions du conseil de comté sont tenues, le DIXIÈME jour de MAI mil neuf cent cinquante-un (1951), à DIX heures du matin, pour les taxes municipales et scolaires dues aux municipalités ci-après mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées entre mes mains avec tous les frais avant le jour de la vente.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE MILLE ILES

Alexander Rudinsky, 4375 rue Iberville, Montréal 34, Qué.— Les parties des lots 2 et 3, Côte St-Joseph est, canton de Mille Iles. Un certain morceau de terre étant une partie de certains lots connus et désignés sous les numéros 2 et 3 du rang St-Joseph est aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Mille Iles, comté d'Argenteuil, avec les bâtisses dessus érigées comprenant un camp et une grange; lequel morceau de terre mesure 180 pieds de largeur par 540 pieds de longueur et est borné comme suit: A l'est par le chemin public, sur les 3 autres côtés par le terrain appartenant au vendeur; la largeur de 180 sera mesuré en comptant 90 pieds de chaque côté du centre de la porte qui existe présentement comme limite. Il est ajouté à l'acte de vente actuel le droit à l'acheteur de puiser de l'eau d'un ruisseau situé au sud du terrain vendu présentement, avec le droit de passage pour effectuer les travaux nécessaires à la source, installer des tuyaux pour apporter l'eau et faire les réparations et les travaux d'entretien. La description originaire de ce lot est en français et au cas de divergence entre les deux textes, le français aura priorité. Taxes municipales: $11.86; intérêt: .30; lettre recommandée: .25. Total: $12.41.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE HOWARD

Firmin Langlais, adresse inconnue.— Le lot numéro P-six, rang 3, canton de Howard. Un

Canada, Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL

Public Notice is hereby given by E. M. Jones, Secretary-treasurer of the municipal council of the County of Argenteuil that the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by Public Auction in the Court Room of the Court House, in the town of Lachute, in the said County of Argenteuil, being the place where the sittings of the County Council are held, on the TENTH day of MAY, one thousand nine hundred and fifty-one, (1951) at TEN o'clock in the foreonon for municipal and school taxes due to the Municipalities hereinafter described unless the same are paid to me with all costs before the day of the sale.

THE MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF MILLE ISLES

Alexander Rudinsky, 4375, Iberville St., Montreal 34, Que.— Parts of lots 2 & 3, Cote St. Joseph East, Township of Mille Isles. A certain piece of land being a part of certain lots known and designated under numbers 2 and 3 of the St. Joseph East Range of the official plan and book of referende of the municipality of Mille Isles, County of Argenteuil, with the buildings thereon erected and including a camp and a barn; which piece of land measures 180 feet in width by 540 feet in length and is bounded as such: East, by the public highway, on the 3 other sides by the land belonging to the vendor; the width of 180 feet will be measured as 90 feet from each side of the centre of the gate that presently exists in boundary. To the present deed of sale is added the right for the purchaser to take water from a spring located to the south of the land presently sold ,with the rights of a way to do the necessaries works to the spring, to install pipes to bring the water and to do repairs and maintenance works. The original description of this lot is in French and in case of divergence between the two texts, the French text shall prevail. Municipal taxes, $11.86; Interest, $0.30; Registered letter, $0.25. Total: $12.41.

THE MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF HOWARD

Firmin Langlais (address unknown).— Lot number P six, range 3, Township of Howard.

certain emplacement formant partie du lot connu et désigné sous le numéro six (6) du troisième rang du canton de Howard, comté d'Argenteuil, et borné d'un côté par la propriété de Baker ou représentants, sur le deuxième côté par la propriété d'Oscar Deslauriers, sur le troisième côté par la propriété de Philias Guénette et sur le quatrième côté par le résidu dudit lot 6 appartenant aux représentants de Paquette, se trouvant jusqu'à un arpent au sud d'une "Chute" qui est la décharge du Lac Long et plus particulièrement décrit dans un acte à Philias Guénette, par acte enregistré à Argenteuil sous le numéro 48650. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives y attachées. Le vendeur se réserve tous les chemins. Taxes municipales et spéciales: $65.35; intérêt: 3.04; avis et recherches: $3.00. Total: $71.39.

Mme Emile Desriches, adresse inconnue.— Le lot numéro P trente-deux, rang 3, canton de Howard. Un lot vacant situé dans la paroisse de St-Adolphe, dans le troisième rang du canton de Howard, du côté sud du chemin du Roi, formant du lot de terre numéro trente-deux (ptie 32) au plan cadastral dudit canton, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur une profondeur de cent soixante-onze pieds (171'), mesure anglaise et plus ou moins. Ce morceau de terre est borné au nord par le chemin, au sud et à l'ouest par des parties du même lot appartenant au vendeur, à l'est par la propriété de Mme Blanche Deslauriers-Laurin. Le vendeur se réserve pour lui-même, ses héritiers et ayant-droit une servitude réelle et perpétuelle sur le morceau de terre décrit ci-dessus, le droit de se servir des tuyaux d'eau où ils se trouvent actuellement et passant à travers ledit morceau afin de fournir l'eau au résidu du lot, avec le droit de passage pour l'entretien et la bonne réparation de ladite ligne. Tel que le tout se trouve présentement. Taxes municipales et spéciales: $18.40; intérêt: .68; avis et recherches: $3.00; taxes scolaires: 6.60; intérêt: .44. Total: $29.12.

S. De Bonsecours, Lac de 16 Iles.— Le lot numéro P dix-huit, rang 9, canton de Howard. Un emplacement situé dans la municipalité du Lac de Seize Iles, comté d'Argenteuil, connu et désigné comme étant la partie du canton de Howard mesurant cent vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent cinquante pieds; borné en front par le chemin public, d'un côté par le lot 17 dudit cadastre et des deux autres côtés par le résidu du lot 18. Tel que le tout setrouve présentement avec une maison dessus érigée. Le tout mesure anglaise et plus ou moins. Le vendeur s'engage à entretenir le chemin d'hiver en face dudit emplacement vendu. Taxes municipales et spéciales: $16.05; intérêt: $1.23; avis et recherches: $3.00; taxes scolaires: $6.10; intérêt: .46. Total: $26.84.

H. Barlow, 1126 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Qué.— Le lot numéro P quinze, rang XI, canton de Howard. Un emplacement situé dans la municipalité de St-Adolphe de Howard, comté d'Argenteuil, dite Province, composé du lot de terre portant le numéro quinze (15) dans le onzième rang des plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard de ladite Province, étant ledit lot au complet, sauf les parties d'icelui comprises dans les limites d'une lisière de terre d'une largeur de deux cents pieds bordant tous les lacs situés sur ledit lot. Avec toutes les circonstances et appartenances et les servitudes actives et passives qui y sont attachées, sauf, cependant, tout le bois debout ou à croître sur ledit lot, le vendeur

A certain emplacement forming part of the lot known and designated under the number six (6) in the third range of the Township of Howard, County of Argenteuil, and bounded on one side by the property of Baker or representatives, on the second side by the property of Oscar Deslauriers, on the third side by the property of Philias Guénette and on the fourth side by the remainder of the said lot 6 belonging to the representatives of Paquette, being until one arpent to the south of a 'Chute" which is the outlet of Long Lake, and more particularly described in a deed to Philias Guénette, by deed registered at Argenteuil under the number 48650. As the whole now subsists with all the active and passive servitudes thereto attached. The vendor having reserved for himself all the roolways. Municipal and special taxes, $65.35; Interest, $3.04; Notice and searches, $3.00. Total $71.39.

Mme Emile Desriches (address unknown) Lot number P. thirty-two, range 3, Township of Howard.— A vacant lot situate in the parish of St-Adolphe, in the third range of the Township of Howard, on the south side of the King's Highway, forming part of the lot of land number thirty-two (pt 32) of the cadastral plan of the said township, measuring seventy-five feet in width by a depth of one hundred and seventy-one feet (171') English measure, and more or less. This piece of land is bounded North by the highway, south and west by portions of same lot belonging to the vendor, East by the property of Mrs Blanche Deslauriers-Laurin. The vendor reserves for himself, his heirs and assigns, to be a real and perpetual servitude on the piece of land above described, the right to maintain where it actually stands a line of water pipes, across the said piece in order to serve water to the remainder of the lot, together with the right of way for the maintenance and good repair of the said line. As the whole now is actually. Municipal and special taxes, $18.40; Interest, $0.68; Notice and searches, $3.00; School taxes, $6.60; Interest, $0.44. Total:$29.12

S. De Bonsecours. Lac de 16 Isles. Lot number P. eighteen, range 9, Township of Howard.— An emplacement situate in the Municipality of Sixteen Island Lake, County of Argenteuil, known and designated as being the part of the Township of Howard, measuring one hundred and twenty-five feet in width by a depth of one hundred and fifty feet; bounded in front by the public road, one side by the lot 17 of the said cadastre and one the other two sides by the remainder of the lot 18. As the whole now is with a house thereon erected. The whole, more of less, and English measure. The vendor binds himself to the maintenance of the winter road in front of the sold emplacement. Municipal and special taxes, $16.05; Interest, $1.23; Notices and searches, $3.00; School taxes, $6.10; Interest, $0.46. Total: $26.84.

H. Barlow, 1126, St. Catherine St. W. Montreal, Que. Lot number P. fifteen, range XI, Township of Howard.— An emplacement situate in the Municipality of St. Adolphe of Howard, in the County of Argenteuil, said province, formed of the lot and land being the number fifteen (15) in the eleventh range of the official plan and book of reference of the Township of Howard in the said Province being the entirety of the said lot, with the exception of the parts thereof, included with a strip of land of two hundred feet wide, bordering all lakes situate on the said lot. With all circumstances and appurtenances, active and passive servitudes attached thereto, with the exception, however of all the timber growing

se réservant le droit de le couper pour son bénéfice personnel pendant une période de cinq ans à compter du 14 décembre 1942. Taxes municipales et spéciales: $15.30; intérêt: .87; avis et recherches: $3.00. Total: $19.17.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE GRENVILLE

Inconnu.— Le lot 1-E, rang 1, canton de Grenville. Un acre. Taxes municipales: $3.60; taxes scolaires: $6.97. Total: $10.57.

Aldège Charbonneau, décédé.— Une partie du lot 27A, rang 4, canton de Grenville. Etant la demi-est de la ½ nord de la ½ sud, comprenant 25 acres, plus ou moins. Taxes municipales: $4.30; taxes scolaires: $1.88. Total: $6.18.

Benjamin Chamillard.— Le lot 5B, rang 7, canton de Grenville. Contenant 140 acres. Taxes municipales: $22.70.

AUGMENTATION DU CANTON DE GRENVILLE

Leslie Bates.—Une partie du lot 3A, rang 3, augmentation du canton de Grenville, contenant 10 acres. Mesurant 643 pieds du côté est, borné au nord par le chemin de concession et à l'est et au sud par le résidu dudit lot. Taxes municipales: $2.30

Succession Thomas Logan.—La partie centrale du lot 5, rang 10, augmentation du canton de Grenville, comprenant 46 acres, plus ou moins. Borné au nord et au sud par les lignes du rang et à l'est et à l'ouest par le résidu dudit lot possédé par Donald McCabe. Taxes municipales: $34.80 taxes scolaires: $3.00. Total: $37.80.

MUNICIPALITÉ DU CILLAGE DE CARILLON

Succession de Maude Fletcher.— Lenuméro cadastral 287, village de Carillon. Taxes municipales: $1.14; taxes scolaires et arrérages: $2.14; Total: $3.28.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES DE LA MUNICIPALITÉ DE BROWNSBURG, CANTON DE CHATHAM

Orange Lodge, L.O.L. 1435, Dalesville, Qué. — Le lot cadastral numero 903, rang, 9, canton de Chatham. Une partie du lot 903 situé au coin nord-ouest, bornée au nord par le chemin du Roi, à l'ouest par le lot cadastral N° 902, à l'est par le lot cadastral N° 903, au sud par le lot cadastral N° 903, comprenant une surface avec façade sur le chemin du Roi de cent trente-cinq pieds et s'étendant en arrière sur une longueur de cent quatre-vingt pieds du chemin du Roi. Taxes scolaires, année finissant le 30 juin 1949, $2.90, année finissant le 30 juin 1950, 2.90, intérêt, .22. Total: $6.02.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE WENTWORTH

Arthur E. Bouret.— 1 lot, subdivision N° 156, lot 9A, rang 9. Taxes municipales .33, taxes scolaires .13, frais .10. Total: $0.56.

Charles Bouret — 2 lots, subdivisions 157, 158, lot 9A, rang 9. Taxes municipales .66, taxes scolaires .26, frais .20. Total: $1.12.

Rodolphe Emard — Un acte de vente par Omer Gauthier, manufacturier de St-Clet, comté de Soulanges, à et en faveur de Rodolphe Emard, entrepreneur du canton de Morin Heights portant date et passé devant R. Comtois, N.P. le

and to grow on the said lot of land, which the vender reserves the right to cut for its own benefit during a period of five years starting from the 14th of December 1942. Municipal and special taxes, $15.30; Interest, $0.87; Notices and searches, $3.00. Total: $19.17.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP GRENVILLE

Unknown. Lot 1-E, Renge 1, Township of Grenville.— One acre. Municipal Taxes, $3.60; School taxes, $6.97. Total: $10.57.

Aldege Charbonneau (deceased). Part of lot 27A, Range 4, Township of Grenville.— Being east ½ of north ½ of south ½, comprising 25 acres, more or less. Municipal taxes, $4.30; School taxes, $1.88. Total: $6.18.

Benjamin Chamillard. Lot 5B, Range 7, Township of Grenville.— Containing 140 acres. Municipal taxes, $22.70; School Tax, nil. Total: $22.70.

THE AUGMENTATION OF THE TOWNSHIP OF GRENVILLE

Leslie Bates. Part of lot 3A, Range 3, The Augmentation of the Township of Grenville, containing 10 acres.— Measuring 643 feet on the east side, bounded by the Augmentation road, bounded on the north by the concession road and east and south by balance of said lot. Municipal taxes, $2.30. Total $2.30.

Estate Thomas Logan.— Centre portion of lot 5, Range 10, The Augmentation of the Township of Grenville, comprising 46 acres more or less. Bounded on the north and south by the range lines, and on the east and west by the balance of said lot owned by Donald McCabe. Municipal taxes, $34.80; School taxes, $3.00. Total: $37.80.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF CARILLON

Estate Maude Fletcher.— Cadastral number 287, village of Carillon. Municipal taxes. $1.14; School taxes & arrears, $2.14. Total: $3.28.

PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF BROWNSBURG IN THE TOWNSHIP OF CHATHAM

Orange Lodge. L.O.L. 1453. Dalesville, Que. Lot cadastral number 903, Range 9, Township of Chatham.— Part of lot 903, situated in the north-west corner, bounded on the north by the King's Highway, west by lot cadastral no. 902, east by lot cadastral number 903, south by lot cadastral number 903, comprising an area with frontage on the King's Highway of one hundred ans thirty-five feet and extending back from the King's Highway one hundred and eighty feet. School taxes, year ended June 30, 1949, $2.90; year ended June 30, 1950, $2.90; Interest, $0.22. Total: $602..

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF WENTWORTH

Arthur E. Bouret.— 1 lot, subdivision No. 156, lot 9A, range 9. Municipal taxes, $0.33; School taxes, $0.13; Costs, $0.10. Total: $0.56.

Charles Bouret.— 2 lots, subdivisions 157, 158, lot 9A, range 9.— Municipal taxes, $0.66; School taxes, $0.26; Costs, à 0.20. Total: $1.12.

Rodolphe Emars.— Deed of sale by Omer Gauthier, manufacturer of St. Clet in the County of Soulanges, to and in favour of Rodolphe Emard contractor in the Township of Morin Heights, bearing date and passed before R. Comtois N.P.

17 septembre 1946 et enregistré le 15 octobre 1946 sous le numéro 62315. De la propriété suivante: Une certaine portion de terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi du canton de Wentworth connue comme étant le lot vingt-six du huitième rang et la partie sud-est du lot vingt-sept du neuvième rang (26 R VIII & ptie SE 27, R 9) sans les bâtisses. Tel que le tout se trouve présentement et duquel l'acheteur se déclare satisfait y compris toutes les servitudes y attachées. Taxes municipales: $84.00, taxes scolaires 22,40, frais, 2.00. Total: $108.40.

Dame M. Adam, épouse de G. Bailie. — 1 lot, subdivision 317, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires, .05, frais .05. Total: $0.23.

Jessie Danford — 1 lot, subdivision 318, lot 10, rang 10. Taxes municipales; $0.13, taxes scolaires .05, frais .05. Total: $0.23.

Jessie Danford — 1 lot, subdivision 319, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires .05, frais, 0.05. Total: $.0.23.

Inconnu — 1 lot, subdivision 320, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires .05, frais .05. Total: $0.23.

A. Growley — 1 lot, subdivision 322, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires .05, frais 0.5, Total: $0.23.

Inconnu — 3 lots, subdivisions 88, 89, 90, lot 11A, rang 10. Taxes municipales $2.40, taxes scolaires .90, frais .60. Total: $3.95.

Succ. James Skilton — 4 lots, subdivisions 38, 39, 40, 41, lot 9, rang 10. Taxes municipales: $0.33, taxes scolaires $1.69, frais $1.00. Total: $3.02.

C. H. E. Bates, épouse de J. A. Dawson — 1 lot, subdivision 299, lot 10, rang 10. Taxes municipales; $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

C. H. E. Bates, épouse de J. A. Dawson — 1 lot, subdivision 300, lot 10, rang 10. Taxes nicipales: $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

M. C. Dawson — 1 lot subdivision 301, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

E. Nicolson — 1 lot, subdivision 303, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires 0.6, frais .06. Total: $0.26.

E. Nicolson — 1 lot, subdivision 304, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaries 0.6, frais .06. Total: $0.26.

E. Nicolson — 1 lot, subdivision 305, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

Lottie Sargeant — 1 lot, subdivision 306, lot 10, rang 10. Taxes municipales; $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

Lottie Sargeant — 1 lot, subdivision 307, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires .06, frais 0.6. Total: $0.26.

Caroline Monk — 1 lot, subdivision 308, lot 10, rang 10. Taxes municipales; $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

Catherine Geshin — 1 lot subdivision 309, lot 10, rang 10. Taxes municipales; $0.14, taxes scolaires 0.6, frais .06. Total: $0.26.

Catherine Geshin — 1 lot subdivision, 310, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires 0.6, frais .06. Total: $0.26.

Muriel J. Monk — 1 lot, subdivision 311, lot 10, rang 10. Taxes municipales; $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

Caroline J. Monk — 1 lot, subdivision 312, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

on the 17th day of September, 1946 and registered on the 15th day of October 1946, under the number 62315. Of the following property: A certain portion of land known and designated in the plan and book of reference of the Township of Wentworth known as being lot twenty-six in the eighth range and the south east part of the lot twenty-seven in the ninth range (26 R viii & pt SE 27, R 9) without buildings. As the whole is, and of which the buyer declares himself satisfied comprising all the servitudes attached thereto. Municipal taxes, $84.00; School taxes, $22.40; Costs, $2.00. Total: $108.40.

Dame M. Adam, wife of G. Bailie.— 1 lot, subdivision 317, lot 10, range 10.— Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

Jessie Danford.— 1 lot, subdivision 318, lot 10, range 10.— Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

Jessie Danford.— 1 lot, subdivision 319, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

Unknown.— 1 lot, subdivision 320, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

A. Growley.— 1 lot, subdivision 322, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

Unknown.— 3 lots, subdivisions 88, 89, 90, lot 11A, range 10. Municipal taxes, $2.40; School taxes, $0.90; Costs, $0.60. Total: $3.95.

Est. James Skilton.— 4 lots, subdivisions 38, 39, 40, 41, lot 9, range 10. Municipal taxes, $0.33. School taxes, $1.69; Costs, $1.00. Total: $3.02.

C.H.E. Bates wife of J.-A. Dawson.— 1 lot, subdivision 299, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

C.H.E. Bates wife of J.-A. Dawson.— 1 lot, subdivision 300, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

M. C. Dawson.— 1 lot, subdivision 301, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

E. Nicolson.— 1 lot, subdivision 303, lot 10, range 10.— Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

E. Nicolson.— 1 lot, subdivision 304, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

E. Nicolson.— 1 lot, subdivision 305, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Lottie Sargeant.— 1 lot, subdivision 306, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Lottie Sargeant.— 1 lot, subdivision 307, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Caroline Monk.— 1 lot, subdivision 308, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Catherine Geshin.— 1 lot, subdivision 309, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School tax $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Catherine Geshin.— 1 lot, subdivision 310, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Muriel J. Monk.— 1 lot, subdivision 311, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Caroline J. Monk.— 1 lot, subdivision 312, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

C. D. Koppel — 1 lot, subdivision 313, lot 10, rang 10. Taxes municipales; $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

C. D. Koppel — 1 lot, subdivision 314, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

Dame M. Adam, épouse de G. Baillie — 1 lot, subdivision 315, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

Dame M. Adam, épouse de G. Baillie — 1 lot, subdivision 316, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.14, taxes scolaires .06, frais .06. Total: $0.26.

Harry T. Palmer — 1 lot, subdivision 293, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires .05, frais .05. Total: $0.23.

George C. Palmer — 1 lot, subdivision 294, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires: .05, frais .05. Total: $0.23.

James W. Strike — 1 lot, subdivision 295, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires .05, frais .05. Total: $.023.

Inconnu — 1 lot, subdivision 296, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires .05, frais .05. Total: $0.23.

Inconnu — 1 lot, subdivision 297, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $.013, taxes scolaires .05, frais .05. Total: $0.23.

Inconnu — 1 lot, subdivision 298, lot 10, rang 10. Taxes municipales: $0.13, taxes scolaires .05, frais .05. Total: $0.23.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE GORE

Succ. James Carruthers — Les lots 4b, 5a, 5b, rang 6, canton de Gore. Les lots 4b, 5a, 5b, rang 6, canton de Gore, moins les portions d'iceux vendues par actes enregistrés. Taxes municipales: $34.50, arrérages et intérêt 78.08. Total: $112.58.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST. JÉRUSALEM

John Evans, Félix Bélanger (occupant), Pointe Fortune, Qué.— Le lot 1877, paroisse de St. Jérusalem. Taxes municipales: $1.20, arrérages 2.62. Total: $3.82.

Félix Bélanger, occupant, Pointe Fortune, Qué. — Le lot 1878, paroisse de St. Jérusalem. Taxes municipales: $1.20, arrérage $2.61. Total: $3.81.

Allan Gibson, 5093 avenue Bannantyne, Verdun, P.Q. — Une partie du lot 1930, paroisse de St. Jérusalem. Une portion du lot 1930 dans la paroisse de St-Jérusalem mesurant 79′ sur le côté nord, 200′ sur le côté ouest, 123′ sur le côté sud et 139′ sur le côté est, bornée à l'ouest par le chemin privé, à l'est, au nord et au sud par le vendeur ou représentants, avec un droit de passage à travers le lot du voisin jusqu'à la rivière et le droit de creuser pour obtenir de l'eau, et avec les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $2.70, taxes scolaires $14.75, intérêt 0.31. Total: $17.76.

Fred Newsome, 13, 2ième avenue, ville Lasalle, Qué. — Une partie du lot 1930, paroisse de St-Jérusalem. Un certain morceau de terre situé dans la paroisse de St-Jérusalem formant partie du lot 1930, mesurant 175′ sur le côté ouest, 192′ sur le côté est, 121′ sur le côté sud-ouest et 162′ sur le côté sud, borné à l'ouest par le chemin privé, au nord-ouest par le chemin privé, au nord par Allan Gibson ou représentants, à l'est par H. W. S. Neil ou représentants et au sud par un nommé Prévost, toutes les dimensions sont de la mesure anglaise, plus ou moins, et sans

C. D. Koppel.— 1 lot, subdivision 313, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

C. D. Koppel.— 1 lot, subdivision 314, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Dame M. Adam, Wife of G. Baillie.— 1 lot, subdivision 315, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Dame M. Adam, wife of G. Baillie.— 1 lot, subdivision 316, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.14; School taxes, $0.06; Costs, $0.06. Total: $0.26.

Harry T. Palmer.— 1 lot, subdivision 293, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

George C. Palmer.— 1 lot, subdivision 294, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

James W. Strike.— 1 lot, subdivision 295, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

Unknown.— 1 lot, subdivision 296, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

Unknown.— 1 lot, subdivision 297, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

Unknown.— 1 lot, subdivision 298, lot 10, range 10. Municipal taxes, $0.13; School taxes, $0.05; Costs, $0.05. Total: $0.23.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF GORE

Estate James Carruthers.— Lots 4b, 5a, 5b, Range 6, Township of Gore. Lots 4b, 5a, 5b, Range 6, Township of Gore, less the portions thereof sold by duly registered deeds. Municipal taxes, $34.50; Arrears & interest, $78.08. Total: $112.58.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST. JERUSALEM

John Evans, Felix Belanger (occupant) Pointe Fortune Que.— Lot 1877, Parish of St. Jerusalem. Municipal taxes, $1.20; Arrears, $2.62. Total: $3.82.

Occupant Félix Bélanger, Pointe Fortune, Que.— Lot 1878, Parish of St. Jerusalem. Municipal taxes, $1.20; Arrears, $2.61. Total: $3.81.

Allan Gibson, 5093 Bannantyne Ave., Verdun, P.Q.— Part of lot 1930, Parish of St. Jerusalem. A portion of lot 1930 in the Parish of St. Jerusalem, measuring 79′ on the north side, 200′ on the west side, 123′ on the south side and 139′ on the east side, bounded on the west by the private road, on the east, north and south by the vendor or representatives, with right of way across neighbour's lot to the river, he right to dig for water, and with buildings thereon erected. Municipal taxes, $2.70; School taxes, $14.75; Interest, $0.31. Total: $17.76.

Fred Newsome, 13, 2nd Avenue, ville Lasalle, Que.— Part of lot 1930, Parish of St. Jerusalem. A certain piece of land situated in the Parish of St. Jerusalem as forming part of lot 1930, measuring 175′ on the west side, 192′ on the east side, 121′ on the south-west side and 162′ on the south side, bounded west by the private road, north-west by the private road, on the north by Allan Gibson or representatives, on the east by H.W.S. Neil or representatives, and the south by one Prevost, all English measurements more or less and without buildings. Municipa

les bâtisses. Taxes municipales: $3.17, arrérages 3.42, taxes scolaires $15.70, intérêt .31. Total: $22.60.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE CHATHAM

John W. Morrow, Dalesville, Qué. — Le lot 939 et partie du lot 940, canton de Chatham. Le lot 939 et une partie du lot 940 du canton de Chatham contenant 210 acres, plus ou moins, à distraire dudit lot numéro 940 une certaine parcelle décrite comme suit: commençant au coin sud-ouest du susdit lot 940, de là vers le nord le long de sa limite ouest sur une distance de 233 pieds, de là vers l'est et parallèle à la limite sud du chemin privé qui traverse ledit lot; de là dans une direction sud-ouest suivant ladite limite ouest dudit chemin privé jusqu'à la limite sud dudit lot numéro 940; de là vers l'ouest le long de ladite limite sud sur une distance de 30 pieds, plus ou moins, au point de départ, contenant en dimensions 0.251 acres, plus ou moins. Ladite partie du lot numéro 940 vendue par la présente étant bornée au nord par le chemin, à l'est par les lots numéros 938, et 939, au sud partie par cette partie auparavant distraite et partie par le chemin public, à l'ouest partie par une partie du lot 940 distraite auparavant et partie par le lot numéro 941, avec toutes les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $60.33, taxes scolaires $167.27. Total: $227.60.

John G. Phillips, adresse inconnue — Une partie du lot 848, canton de Chatham. Une partie du lot 848, canton de Chatham, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur; bornée au nord par une autre lot à bâtir appartenant au vendeur, au sud par le lot à bâtir vendu à Léger Legendre, à l'est par le résidu de la ferme appartenant à la succession W. J. Calder et à l'ouest par un chemin privé reliant les propriétés environnantes au chemin principal. Taxes municipales: $15.74, taxes scolaires $5.10. Total: $20.84.

Léger Legendre, adresse inconnue — Une partie du lot 848, canton de Chatham. Une partie du lot numéro 848, canton de Chatham, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur; bornée au nord par un lot à bâtir appartenant à John G. Phillips, au sud par la propriété appartenant à Demoiselle Aurore Robert, à l'est par le résidu de la ferme appartenant à la succession W. J. Calder et à l'ouest par un chemin privé conduisant au chemin public. Taxes municipales: $4.96.

Aurore Robert, adresse inconnue — Une partie du lot 848, canton de Chatham. Une partie du lot numéro 848, canton de Chatham, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur; bornée au nord par une propriété appartenant à Léger Legendre, au sud par le résidu du terrain appartenant au vendeur, à l'est par le résidu de la ferme appartenant à la succession W. J. Calder et à l'ouest par un chemin privé conduisant au chemin public. Taxes municipales: $3.00, taxes scolaires $1.50. Total: $4.50.

Harry Hooper, R. R. 1, Greenville, Qué.— Une partie des lots 401, 402, 403, 412, canton de Chatham. Cette certaine ferme dans le comté d'Argenteuil connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme étant une partie des lots numéros 412, 401, 402, 403, mesurant approximativement 135 acres, plus ou moins, en superficie; bornée au nord par la deuxième concession, au sud par le Chemin de Fer Canadien National, à l'est par l'acheteur actuel et à l'ouest par Garfield Moncrieff ou représentants, le tout mesure anglaise, plus ou moins.

taxes, $3.17; Arrears, $3.42; School taxes, $15.70; Interest, $0.31. Total: $22.60.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF CHATHAM

John W. Morrow, Dalesville, Que.— Lot 939 and part lot 940, Township of Chatham. Lot 939 and part of lot 940 in the Township of Chatham, containing 210 acres more or less, to be deducted thereof from the said lot number 940 a certain parcel thereof described as follows: commencing at the south-west corner of lot 940 aforesaid, thence northerly along the westerly boundary thereof a distance of 233 feet, thence easterly and parallel to the southerly boundary of the private road which crosses the said lot; thence in a south-westerly direction following the said westerly boundary of the said private road to the southerly boundary of the said lot number 940; thence west along the said southerly boundary a distance of 30 feet more or less, to the point of commencement, containing by measurement 0.251 acres be the same more or less. The said part of lot number 940 hereby sold being bounded north by the road, east by lots number 938 & 939, south partly by that part therein before deducted and partly by the public road, west partly by part of lot 940 herein deducted and partly by lot number 941 with all the buildings thereon erected. Municipal taxes, $60.33; School taxes, $167.27. Total: $227.60.

John G. Phillips, Address unknown.— Part of lot 848, Township of Chantham. Part of lot 848, Township of Chatham, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded on the north by another building lot belonging to the vendor, south by the building lot sold to Leger Legendre, east by the remainder of the farm belonging to the Estate W. J. Calder and west by a private road linking to the main road the surrounding properties. Municipal taxes, $15.74; School taxes, $5.10. Total $20.84.

Leger Legendre, address unknown.— Part of lot 848, Township of Chatham. Part of lot number 848 Township of Chatham, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded on the north by a building lot belonging to John G. Phillips, south by the property belonging to Miss Aurore Robert, east by the remainder of the farm belonging to the Estate W. J. Calder and west by a private road leading to the public road. Municipal taxes, $4.96.

Aurore Robert Address unknown.— Part of lot 848, Township of Chatham. Part of lot number 848, Township of Chatham, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded on north by a property belonging to Leger Legendre, south by the residue of the land belonging to the vendor, east by the residue of the farm belonging to the Estate W. J. Calder and west by a private road leading to the public road. Municipal taxes, $3.00; School taxes, $1.50. Total.: $4.50.

Harry Hooper, R.R. 1, Grenville, Que.— Part of lots 401, 402, 403, 412, Township of Chatham. That certain farm in the County of Argenteuil known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Chatham as being portion of the lots number 412, 401, 402, 403, measuring approximately 135 acres more or less in superficies; bounded north by the second concession, south by the Canadian National Railways, east by the present purchaser and west by Garfield Moncrieff or representatives, the whole English

Taxes municipales: $65.40, taxes scolaires $52.09. Total: $117.49.

Antonio Girard, R. R. 1, Brownsburg, Qué.— Une partie du lot 820, canton de Chatham. Une partie du lot numéro 820, canton de Chatham, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur; bornée à l'est par le nouveau chemin, au nord par une partie dudit lot appartenant à Joseph P. Gagné, au sud par la propriété appartenant à Antoine Lemay, la ligne séparative du côté est passe près d'une grosse pierre bien connue des partis, avec bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $35.79, taxes scolaires 72.18. Total: $107.97.

François Potvin, adresse inconnue — Une partie du lot 822, canton de Chatham. Une partie du lot numéro 822, canton de Chatham, mesurant cinquante pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur; bornée au sud par le chemin public, au nord par le résidu dudit lot appartenant au vendeur, à l'est par un emplacement appartenant à Mme J. W. Power, à l'ouest par le résidu dudit lot appartenant au vendeur. Taxes municipales: $7.34, taxes scolaires 10.05. Total: $17.39.

Albéric Tessier, Lachute Mills, Qué. — Une partie du lot 370, canton de Chatham. Une partie du lot numéro 370, canton de Chatham, mesurant un acre carré en superficie, plus ou moins; connue et désignée comme étant le coin sud-ouest du lot numéro 15, bloc "C", 1ère concession, canton de Chatham; bornée à l'est par Abraham Patrice ou représentants, à l'ouest par le lot numéro 16 connu comme étant le lot Waddel, au nord par Murdoch McKinnin ou représentants, au sud par une réserve pour un chemin devant être prise de la rive de la rivière Ottawa. Taxes municipales: $2.52, taxes scolaires: $7.51. Total: $10.03.

Josaphat Robinson, Brownsburg, Qué. — Le lot 820, subdivision 21, canton de Chatham. Taxes municipales: $22.92, taxes scolaires 14.65. Total: $37.57.

Quentin James, Lachute, Qué. — Une partie du lot 728, canton de Chatham. Un lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme étant une parcelle du lot 728, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, borné au sud par le chemin sur une distance de cinquante-cinq pieds, au nord et à l'est par le vendeur et à l'ouest par le lot 728 ou le vendeur. Taxes municipales: $13.22, taxes scolaires $28.45. Total: $41.67.

Walter Wort, R. R. 1, Brownsburg, Qué.— Le lot N° 704, canton de Chatham. Taxes scolaires: $33.34.

B. F. Poilier, 3419 avenue Laval, Montréal, Qué.— Le lot 780, canton de Chatham. Un lopin de terre situé à Brownsburg, comté d'Argenteuil, province de Québec, connu et désigné comme étant le numéro 780 aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, sauf cette parcelle appartenant à un nommé MacGregor. Taxes scolaires: $22.78.

Denis Mildon, Dalesville, Qué.— Une partie des lots 946, 947 et les lots 948, 949, 950, 951, 997, canton de Chatham. Description des parties des lots 946 et 947: — La partie sud du lot 946 contenant environ cent acres en superficie; bornée au nord par la propriété de Léon Fournier, au sud par le neuvième rang, à l'est par le lot 943 et à l'ouest par le lot 947, sans bâtisses, moins la parcelle vendue à Robert Watson par acte enregistré sous le numéro 52690. Le lot 947 avec les bâtisses dessus érigées; à distraire desdits lots 946 et 947 les parcelles suivantes: *a*) Toute cette portion de terre se trouvant au sud

measure more or less. Municipal taxes, $65.40; School taxes, $52.09. Total: $117.49.

Antonio Girard. R.R. 1, Brownsburg, Que.— Lot part 820, Township of Chatham. Part of lot number 820 Township of Chatham, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded on the east by the new road, north by part of the said lot belonging to Joseph P. Gagne, south by the property belonging to Antoine Lemay, the line of division on the east side passes near a big stone well known to the parties with buildings thereon. Municipal taxes, $35.79; School taxes, $72.18. Total: $107.97.

François Potvin, address unknown—Part of lot 822, Township of Chatham. Part of lot number 822, Township of Chatham, measuring fifty feet in width by seventy-five feet in depth bounded on the south by the public road, to the north by the remainder of the said lot belonging to the the vendor, east by an emplacement belonging to Mrs. J. W. Power, west by the remainder of the said lot belonging to the vendor. Municipal taxes, $7.34; School taxes, $10.05. Total: $17.39.

Alderic Tessier, Lachute Mills, Que.— Part lot 370, Township of Chatham. Part of lot number 370 Township of Chatham, measuring one square acre in superficies more or less; known and designated as the south-west corner of lot number 15, block "C", 1st concession, Township of Chatham; bounded on the east by Abraham Patrice, or representatives, west by lot number 16, known as the Waddel lot, north by Murdoch McKinnin or representatives, south by a reserve for a road to be taken from the shore of the Ottawa River. Municipal taxes, $2.52; School taxes, $7.51. Total: $10.03.

Josaphat Robinson, Brownsburg, Que.— Lot 820, subdivision 21, Township of Chatham. Municipal taxes, $22.92; School taxes, $14.65. Total: $37.57.

Quentin James, Lachute, Que.— Part of lot 728, Township of Chatham. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Township of Chatham as being a portion of lot 728, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth bunded south by the road on a distance of fifty-five feet, north and east by the vender, and west by lot 728 or the vendor. Municipal taxes, $13.22; School taxes, $28.45. Total: $41.67.

Walter Wert R.R. 1, Brownsburg, Que.— Lot N. 704, Township of Chatham. Municipal taxes, Nil; School taxes, $33.34. Total: $33.34.

B. F. Poilier, 3419 Laval Ave., Montreal, Que. — Lot 780, Township of Chatham. A lot of land situated in Brownsburg, County of Argenteuil, Province of Quebec, known and designated as number 780 on the official plan and book of reference in the Township of Chatham except that portion belonging to one named MacGregor. Municipal taxes, Nil; School taxes, $22.78.

Denis Milden, Dalesville, Que.— Part of lots 946, 947, and lots 948, 949, 950, 951, 997, Township of Chatham. Description of parts of lots 946 and 947: The south part of the lot 946 containing about one hundred acres in superficies; bounded north by the property of Leon Fournier, on the south by the ninth range, east by lot 943 and on the west by lot 947, without buildings, less portion sold to Robert Watson, by deed registered under number 52690. The lot 947 with buildings thereon erected; to be deducted from the said lots 946 and 947 the following portions: (a) All that portion of land

du chemin 31 se terminant à un point aux deux bouts, à l'est et à l'ouest et bornée au sud par la ferme de William Morrow, telle que réservée dans un acte de vente par Austin Morrow portant la date et passé devant Gaetan Valois, notaire, le 30 mars 1946 et enregistré sous le numéro 60880. (*b*) cette partie se trouvant du côté nord de la route 31 allant de l'est à l'ouest; le coin sud-ouest dudit morceau déduit par la présente commence à une distance de 630 pieds de la ligne séparative des lots 947 et 948, de là, en suivant une direction nord-est jusqu'à un point situé à 1145 pieds au nord de ladite route; de là, dans une direction sud-est jusqu'à un point sur le chemin situé 1240 pieds du point de départ; le tout tel qu'actuellement cloturé et borné au sud par la dite route et sur tous les autres côtés par la partie restante des lots 947 et 946. Taxes municipales: $161.00, taxes scolaires $436.59. Total: $597.59.

Donné à Lachute, Qué., ce 3ième jour de mars 1951.

(Sceau)

Conseil Municipale du comté d'Argenteuil,
Le Secrétaire-trésorier,
29640-10-2 E. M. JONES.

lying south of highway 31 finishing in a point at both ends east and west and bounded south by William Morrow's farm as reserved in a deed of sale by Austin Morrow beraing date and passed before Gaston Valois, Notary, the 30th of March 1946, and registered under the number 60880. (b) That part lying on the north side of the highway 31, running east to west; the south-western corner of the said piece hereby deducted starts at a distance of 630 feet from the division line between lots 947 and 948, thence follows a north eastern direction to a point situated at 1145 feet north of the said highway; thence to a south-eastern direction to a point on the road situate 1240 feet from the point of commencement; the whole as presently fenced in and bounded south by the said highway and on all the other sides by the remaining part of the lots 947 and 946. Municipal taxes, $161.00; School taxes, $436.59. Total: $597.59.

Given at Lachute, Que., this 3rd, day of March 1951.

Municipal Council of the County,
of Argenteuil,
(Seal) E. M. JONES,
29640-10-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le résent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Gaspé. N° 3160 } JOHN GRENIER, de Ste Adélaide de Pabos dans le comté et district de Gaspé, vs VIATEUR MÉTHOT de Ste Adelaide de Pabos dans le comté et district de Gaspé.

"Un certain morceau de terrain sis et situé dans la paroisse de Ste Adélaide de Pabos, comté et district de Gaspé, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la corporation municipale de Ste Adélaide de Pabos, comme étant partie du lot N° 38 du premier rang de la Seigneurie de Pabos, mesurant 100 pieds de largeur par 192 pieds de profondeur et étant borné comme suit: au nord par La Route Nationale, à l'est par Léon Duguay, au sud par le Golfe St-Laurent et à l'ouest par Mme James Hayes avec maison dessus construite."

Pour être vendu a Ste Adélaide de Pabos, le DEUXIÈME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent cinquante et un à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle paroissiale.

JOHN THOMAS DUPUIS, H.C.S., pour
Le Shérif,
29580-9-2-o M. J. FURLONG.
[Première insertion: 3 mars 1951]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Province de Québec, District de Montréal N° 294370 } JOSEPH CELESTINO, propriétaire de salles de quilles, des cité et district de Montréal, demandeur contre GUSTAVE-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé, No. 3160 } JOHN GRENIER, of Ste-Adelaide de Pabos, in the county and district of Gaspé; vs VIATEUR MÉTHOT of Ste-Adelaide de Pabos, in the county and district of Gaspé.

A certain parcel of land lying and situate in the parish of Ste-Adelaide de Pabos, county and district of Gaspé, better known and described in the official plan and in the book of reference for the municipal corporation of Ste-Adelaide de Pabos as being part of lot No. 38 of the first range of the Pabos Seigniory, measuring 100 feet in width by 192 feet in depth and being bounded as follows: on the north by the National Highway, on the east by Léon Duguay, on the south by the Gulf of St. Lawrence and on the west by Mrs. James Hayes—with house thereon erected.

To be sold at Ste-Adelaide de Pabos, on the SECOND day of APRIL, in the year one thousand nine hundred and fifty-one, at TEN o'clock in the forenoon, in the parish hall.

JOHN THOMAS DUPUIS, B.S.C. for
M. J. FURLONG,
29580-9-2 Sheriff.
[First insertion: March 3, 1951]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Province of Quebec, District of Montreal No. 294370 } JOSEPH CELESTINO, proprietor of bowling alleys, of the city and district of Montreal, plaintiff; against GUSTAVE

JULES DISEUR, de St-Paul l'Ermite, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, les immeubles ci-après mentionnés et décrits savoir:

1. Un emplacement situé en la paroisse de St-Paul l'Ermite, ayant front sur la rue Notre-Dame connu et désigné dans les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous le numéro cent quarante-trois (N° 143) le dit, emplacement bâti de maison et autres dépendances; avec en plus, un lisière de terrain attenante, démembrée du lot cent quarante-deux (Ptie 142) des mêmes dits plan et livre de renvoi officiels; contenant ladite lisière de terrain, vingt-cinq pieds de front sur toute la profondeur qu'elle peut avoir à partir du chemin public où elle tient devant à aller à la rivière; tenant d'un côté audit lot No. 143 et de l'autre côté au surplus dudit lot No. 142.

2. Un autre emplacement situé en ladite paroisse de St-Paul l'Ermite, ayant front sur la rue Notre-Dame, connu et désigné dans les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le numéro cent quarante-quatre (No. 144), contenant une superficie d'environ onze mille huit cent cinquante pieds, avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul l'Ermite, district de Joliette, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERREAULT.
Joliette, le 26 février 1951. 29581-9-2-o
[Première insertion: 3 mars 1951]

JULES DISEUR, of St-Paul l'Ermite, district of Joliette, defendant.

As belonging to and being in the possession of the defendant, the immovables hereinafter mentioned and described, to wit:

1. An emplacement situate in the parish of St-Paul l'Ermite, fronting on Notre-Dame street, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish as number one hundred and forty-three (No. 143), the said emplacement with a house and other dependencies thereon erected; with, moreover, a strip of land adjoining same, taken from lot one hundred and forty-two (Pt. 142) of the same official plan and book of reference; containing, the said strip of land, twenty-five feet in front by all the depth that there may be from the public road, on which it fronts, to the river; bounded on one side by said lot No. 143 and on the other side by the surplus of said lot No 142.

2. Another emplacement situate in the said parish of St-Paul l'Ermite, fronting on Notre-Dame street, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish as number one hundred and forty-four (No. 144) containing a superficial area of about eleven thousand eight hundred and fifty feet, with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Paul l'Ermite, district of Joliette, on the FOURTH day of APRIL, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette February 26, 1951. 29581-9-2
[First insertion: March 3, 1951]

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Province de Québec, District de Joliette, N° 9884

DAME MARIE-ANNE LAJOIE, de la municipalité du canton Kilkenny, district de Joliette, veuve de Hormisdas Therrien, en son vivant, cultivateur du même lieu, demanderesse, contre HONORIUS DESROCHERS, du même lieu.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, l'immeuble ci-après mentionné et décrit savoir:

Un lopin de terre de forme triangulaire situé en la paroisse de Saint-Calixte, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro treize C du quatrième rang (p. N° 13c 4ème R) du canton de Kilkenny, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie dudit canton, mesurant cent trente pieds de front sur le chemin public, cent soixante-seize pieds dans la ligne nord-ouest et cent dix-huit pieds dans la ligne nord-est, mesure anglaise et plus ou moins borné en avant du côté du sud par le chemin public, d'un côté par Wellie Cuérette et de l'autre par l'acquéreur, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte, en la municipalité du canton Kilkenny, district de Joliette, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 20 mars 1951. 29752-12-2-o
(Première insertion: 24 mars 1951)

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Province of Quebec, District of Joliette, No. 9884

DAME MARIE-ANNE LAJOIE, of the municipality of the township of Kilkenny, district of Joliette, widow of Hormisdas Therrien, in his lifetime, farmer, of the same place, plaintiff; against HONORIUS DESROCHERS, of the same place.

As belonging to and being in the possession of the defendant, the immovable hereinunder mentioned and described, to wit:

A parcel of land of triangular figure, situate in the parish of Saint-Calixte, known and designated as forming part of lot number thirteen C of the fourth range (Pt. No. 13c 4th R.) of the township Kilkenny, according to the official cadastral plan and in the book of reference for part of said township, measuring one hundred and thirty feet in front on the public road, one hundred and seventy-six feet in the northwest line and one hundred and eighteen feet in the northeast line, English measure and more or less, bounded in front, on the south side by the public road, on one side by Wellie Guérette, and on the other side by the purchaser—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Calixte, in the municipality of the township, Kikenny, district of Joliette, on the TWENTY-FIFTH day of the month of APRIL, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, March 20, 1951. 29752-12-2
(First insertion: March 24, 1951)

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 198174 } DAME BÉATRICE GAUTHIER, épouse judiciairement séparée de corps de J. Adolphe Gauthier, demanderesse, vs J. ADOLPHE GAUTHIER, défendeur.

""Cet emplacement ayant front sur le Boulevard Neptune à Strathmore, en la Ville de Dorval, composé:

1° Du lot numéro trente-et-un au plan de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (3-31) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine borné vers le nord-est par le N° 3-42 vers le sud-est par le N° 3-28, vers le sud-ouest par les nos. 3-32, 3-30, vers le nord-ouest par le N° 3-33 mesurant en longueur cinquante pieds en profondeur cent vingt-trois pieds et contenant six mille cent cinquante pieds (6150) pieds carrés en superficie mesure anglaise et plus ou moins;

2° De partie nord du lot numéro vingt-huit au plan de subdivision officielle du lot originaire numéro trois (3 Pt. N. 28) aux plan et livre de renvoi offi iels de la Paroisse de Lachine, bornée en front à l'est par le Boulevard Neptune, d'un côté au nord-ouest, par ledit lot numéro trente-et-un en premier lieu mentionné; en arrière au sud par la subdivision numéro trente dudit lot originaire numéro trois et de l'autre côté au sud par une ligne droite imaginaire partant du dernier poteau situé sur le Boulevard Neptune au bout nord de la clôture verte, entourant la propriété voisine au sud appartenant à Léon Denis, pour aller rejoindre un point situé avec le prolongement vers le nord du mur du côté ouest du garage construit sur ladite propriété voisine, au sud, à une distance de quatre pieds du coin nord-ouest dudit garage et pour se continuer en ligne droite sur une distance additionnelle de quinze pieds à partir du tel point de là, ladite ligne imaginaire formée a angle droit vers le sud pour aller rejoindre la ligne de division sud-ouest dudit lot numéro vingt-huit d'avec les subdivisions numéros vingt-neuf et trente ou son prolongement telle qu'indiquée sommairement sur un plan annexé à la vente enregistrée à la division d'enregistrement de Montréal, sous le N° 392268, avec toutes les bâtisses dessus construites, portant le N° civique 8 Boulevard Neptune, en la Ville de Dorval.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles."

Pour être vendu "en Bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX AVRIL 1951, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $420.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Bertrand, en date du 8 février 1951.

Le Shérif.
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 28 février 1951. 29595-9-2-o
[Première insertion: 3 mars 1951]

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 259761. } DAME AIMÉ AUBÉ, veuve de ARMAND JODOIN, demanderesse vs LUCIEN JODOIN et AL., défendeurs. Comme appartenant aux dits défendeurs.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: No. 198174 } DAME BÉATRICE GAUTHIER, wife legally separate as to bed and board of J. Adolphe Gauthier, plaintiff; vs J. ADOLPHE GAUTHIER, defendant.

That emplacement fronting on Neptune Boulevard at Strathmore, in the Town of Dorval, composed of:

1. Lot number thirty-one of the official subdivision plan of original lot number three (3-31) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Lachine, bounded on the northeast by No. 3-42, on the southeast by No. 3-28, on the southwest by Nos. 3-32, 3-30, on the northwest by No. 3-33, measuring in length fifty feet, in depth one hundred and twenty-three feet and containing six thousand one hundred and fifty (6150) square feet in superficial area, English measure and more or less;

2. The north part of lot number twenty-eight on the official subdivision plan of original lot number three (3 N. Pt. 28) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Lachine, bounded in front to the east by Neptune Boulevard, on one side to the northwest, by said lot number thirty-one firstly mentioned; in rear to the south by subdivision number thirty of said original lot number three and on the other side to the south by an imaginary straight line starting from the last pole situate on Neptune Boulevard at the north end of the green fence, surrounding the neighbouring property on the south belonging to Léon Denis, extending as far as and joining a point situate on the prolongation northward of the wall of the west side of the garage built on the said neighbouring property to the suth, at a distance of four feet from the northwest corner of said garage and continuing in a straight line for a further distance of fifteen feet, from this point thence, the said imaginary line formed into a right angle southward to extend and join up with the southwest line dividing said lot number twenty-eight from subdivisions numbers twenty-nine and thirty or its prolongation as indicated summarily on a plan annexed to the sale registered in the Registration Division of Montreal, under No. 392268—with all the buildings thereon erected bearing civic No. 8 Neptune Boulevard, in the Town of Dorval.

As the whole presently subsists with the active and passive apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovables.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH day of APRIL, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $420.50 will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. justice Bertrand, dated the 8th day of February, 1951.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 28, 1951. 29595-9-2
[First insertion: March 3, 1951]

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: No. 259761. } DAME AIMÉ AUBÉ, widow of ARMAND JODOIN, plaintiff; vs LUCIEN JODOIN & AL., defendants. As belonging to the said defendants:

"Lots connus et désignés sous les numéros deux cent soixante-sept, deux cent soixante-huit et deux cent sioxante-neuf, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et treize (173-267, 268 et 269) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Rose, ainsi que l'immeuble ou immeubles construits sur iceux, situés dans la ville de Plage Laval, portant le n° civique 29, 24ème Ave.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la Paroisse de St-Théophile de Laval Ouest (Plage Laval), le 6 AVRIL 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 28 février 1951. 29593-9-2-o
[Première insertion: 3 mars 1951]

"The lots known and designated as numbers two hundred and sixty-seven, two hundred and sixty-eight and two hundred and sixty-nine, of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy-three (173-267, 268 and 269) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Ste-Rose, and also the immovable or immovables thereon erected, situate in the Town of Plage Laval, bearing civic No. 29, 24th Avenue.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Théophile de Laval Ouest (Plage Laval), on the SIXTH day of APRIL, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 28, 1951. 29593-9-2
[First insertion: March 3, 1951]

Fieri Facias de Terris
C. S.— District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 289965 } COMMERCIAL ADJUSTMENT & SAFETY SERVICE LTD., demanderesse vs ARNOLD BACON ELDER, défendeur.

"Ce certain emplacement sis et situé sur la trente-quatrième avenue, en la cité de Lachine, contenant une largeur de trente pieds de front et en arrière par une profondeur de cent pieds, et étant composé de tout du lot de subdivision numéro deux cent et de la partie sud-est du lot de subdivision numéro deux cent-un, tous deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre (Nos 184-200 et ptie S.E. N° 184-201) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine. Ladite partie sud-est dudit lot de subdivision numéro deux cent-un contenant une largeur de cinq pieds en front et en arrière par toute la profondeur dudit lot de subdivision et étant bornée en front au sud-ouest par la susdite trente-quatrième avenue, en arrière au nord-est par une ruelle en commun étant le lot N° 184-216 dudit plan, d'un côté au nord-ouest par la partie restante de ladite subdivision numéro deux cent-un, laquelle contient une largeur de vingt pieds, et de l'autre côté au sud-est par ledit lot de subdivision numéro deux cent dudit lot officiel cent quatre-vingt-quatre, avec sa résidence semi-détachée portant le N° civique 110 de ladite trente-quatrième avenue."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX AVRIL prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.
Bureau du Shérif,
Montréal, 28 février 1951. 29594-9-2
[Première insertion: 3 mars 1951]

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit : No. 289965 } COMMERCIAL ADJUSTMENT & SAFETY SERVICE LTD., plaintiff, vs ARNOLD BACON ELDER, defendant.

"That certain emplacement being and situate on thirty-fourth avenue in the city of Lachine, containing a width of thirty feet in front and in rear, by a depth of one hundred feet, and being composed of the whole of lot subdivision number two hundred and of the south-east part of lot subdivision number two hundred and one, both of the official subdivision of the original lot number one hundred and eighty-four (Nos. 184-200 and S.E. pts No. 184-201) of the Official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine. The said south-easterly part of the said subdivision lot number two hundred and one containing a width of five feet in front and in rear, by the entire depth of the said subdivision lot and being bounded in front to the south-west by thirty-fourth avenue aforesaid, in rear to the north-east by a lane in common being lot No. 184-216 on said Plan, on one side to the north-west by the remaining portion of said subdivision number two hundred and one which contains a width of twenty feet and in the other side to the south-east by the said subdivision lot number two hundred of the said official lot number one hundred and eighty-four, with its demi-detached dwelling bearing civic No. 110 of said thirty-fourth avenue."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, February 28, 1951. 29594-9-2-o
[First insertion: March 3, 1951]

Fieri Facias de Terris
C.S. District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 292699. } DAME ALICE BOILEAU, épouse de PHILIBERT FORTIER, demanderesse vs Les HÉRITIERS DE PHILIBERT FORTIER, défendeurs.

Un emplacement situé en la Cité de Montréal ayant front sur la rue St-Charles, connu et désigné sous le numéro cinq cent trente huit, subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-huit (228-538) des plan et livre de renvoi officielle de la paroisse du Sault-au-Récolet, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profon-

Fieri Facias de Terris
S.C. District of Montreal

Montréal, to wit: No. 292699. } DAME ALICE BOILEAU, wife of PHILIBERT FORTIER, plaintiff; vs THE HEIRS OF PHILIBERT FORTIER, Defendants.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on St. Charles Street, known and designated as being number five hundred and thirty-eight subdivision of the original lot number two hundred and twenty-eight (228-538) of the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Recollet, measuring twenty-five feet

deur de cent pieds, mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses érigées portant les numéros civiques 10268 et 10270 de la dite rue St-Charles.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées en dit immeuble et plus particulièrement avec les servitudes établies par l'enregistrement de l'acte portant le n° 688271.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT AVRIL 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 20 mars 1951 29753-12-2-o
[Première insertion: 24 mars 1951]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour d'Échiquier du Canada

Québec, à savoir: N° 34848. DANS l'affaire de la Loi de l'Impôt sur le Revenu et Amendements, et dans l'affaire de ARTHUR GAUTHIER, du village de Saint-Rédempteur, comté de Matane, P.Q., à savoir:

Partie du lot N° 41 (quarante-et-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé dans ladite paroisse, mesurant 45 pieds de largeur sur environ 90 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord par Joseph Moisan, au sud par Elzéar Gauthier, en front, au nord-est par le chemin du Roi et en arrière, au sud-ouest par Arthur Dion, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 20 mars 1951. 29754-12-2-o
[Première insertion: 24 mars 1951]
[Seconde insertion: 7 avril 1951]

Fieri Facias
Cour d'Échiquier du Canada

Québec, à savoir: N° 30098. DANS l'affaire de la Loi de l'Impôt sur le Revenu et amendements et dans l'affaire de OMER JOBIN, de la cité de Québec, épicier, à savoir:

Les redivisions 3 (trois) et 4 (quatre) de la subdivision N° 175 (cent soixante-quinze) du lot N° 698 (six cent quatre-vingt dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant des terrains situés maintenant en la paroisse de Giffard; la redivision 4 mesurant 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, et la redivision 3 de forme irrégulière, mesurant 52 pieds sur la rue de l'Orphelinat, au nord-est, 30 pieds à l'est, 89 pieds sur la rue Petit Village, 21 pieds au sud-ouest et 100 pieds au nord-ouest, plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues au bureau d'Enrégistrement, au Palais de Justice, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 20 mars 1951. 29755-12-2-o
[Première insertion: 24 mars 1951]
[Seconde insertion: 7 avril 1951]

in width by a depth of one hundred feet, English measure, more or less — with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 10268 and 10270 of said St. Charles Street.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or inapparent servitudes attached to said immovable, and more particularly with the servitudes established by the registration of deed bearing No. 688271.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of APRIL, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20, 1951. 29753-12-2
[First insertion: March 24, 1951]

QUEBEC

Fieri Facias
Exchequer Court of Canada

Quebec, to wit: No. 34848. IN the matter of the Income Tax Act and Amendments, and in the matter of ARTHUR GAUTHIER, of the village of Saint-Rédempteur, county of Matane, P.Q., to wit:

Part of lot No. 41 (forty-one) of the official cadastre for the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, being an emplacement situate in the said parish, measuring 45 feet in width by about 90 feet in depth, English measure, bounded on the north by Joseph Moisan, on the south by Elzéar Gauthier, in front, on the northeast by the King's highway and in rear, on the southwest by Arthur Dion, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Raymond, county of Portneuf, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 20, 1951. 29754-12-2
[First insertion: March 24, 1951]
[Second insertion: April 7, 1951]

Fieri Facias
Exchequer Court of Canada

Quebec, to wit: No. 30098. IN the matter of the Income Tax Act and Amendments and in the matter of OMER JOBIN, of the city of Quebec, grocer, to wit:

The redivisions 3 (three) and 4 (four) of the subdivision No. 175 (one hundred and seventy-five), of lot No. 698 (six hundred and ninety-eight) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being lots of land now situate in the parish of Giffard; redivision 4 measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, and redivision 3, of irregular figure, measuring 52 feet on l'Orphelinat street, on the northeast, 30 feet on the east, 89 feet on "Petit Village" street, 21 feet on the southwest and 100 feet on the northwest, more or less, English measure, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, in the Court House, in the city of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 20, 1951. 29755-12-2
[First insertion: March 24, 1951]
[Second insertion: April 7, 1951]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, district de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, à Rouyn. N° 2122. CHAMPLAIN OIL PRODUCTS LIMITED, demanderesse, vs TREFFLE BEAUCHAMP, de Rouyn, P.Q., défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:

Les lots portant les numéros 1532, 1533, 1534 et 1535 du bloc 41 du cadastre officiel du canton de Rouyn, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, à la porte de l'église St-Joseph de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, JEUDI, le 26ième jour d'AVRIL 1951, à 10.00 heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.

Rouyn, le 17 mars 1951. 29732-12-2-o

[Première insertion: le 24 mars 1951]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Rouyn-Noranda.

Superior Court, at Rouyn. No. 2122. CHAMPLAIN OIL PRODUCTS LIMITED, Plaintiff, vs TREFFLE BEAUCHAMP, of Rouyn, P.Q. defendant.

Seized as belonging to the defendant:

Lots bearing numbers 1532, 1533, 1534 and 1635 of Block 41 of the official plan and book of reference of the Township of Rouyn, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of St. Joseph de Rouyn, county of Rouyn-Noranda, THURSDAY, the 26th day of APRIL 1951, at 10.00 o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rouyn, March 17th 1951. 29732-12-2-o

[First insertion: March 24th ,1951]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

District of St-Hyacinthe, N° 6833 ETIENNE DULUDE, rentier, des cité et district de St-Hyacinthe, demandeur, vs REMI LUSSIER, menuisier, des cité et district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Une terre située au rang Saint-Roch, en la paroisse de Saint-Barnabé, comté de St-Hyacinthe, contenant environ soixante-et-dix arpents (70) en superficie, connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse comme étant le lot numéro cent trente-cinq (no. 135).

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Barnabé, le MERCREDI, VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

R. BOUSQUET.

Bureau du Shérif,

Saint-Hyacinthe, le 19 février 1951. 29549-8-2-o

[Première insertion: 24 février 1951]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

District of St-Hyacinthe, No. 6833 ETIENNE DULUDE, annuitant, of the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs REMI LUSSIER, joiner, of the city and district of Saint-Hyacinthe, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A farm situate in the Saint-Roch range, in the parish of Saint-Barnabé, county of St-Hyacinthe, containing about seventy arpents (70) in superficial area, known and designated on the official cadastre for the said parish as being lot number one hundred and thirty-five (No. 135).

To be sold, at the parish church door of Saint-Barnabé, on WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

R. BOUSQUET,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Saint-Hyacinthe, February 19, 1951. 29549-8-2

[First insertion: February 24, 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure,

District de St-Hyacinthe. N° 6073. JEAN PAUL ROCHELEAU, cultivateur, de la paroisse de St-Pie, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, demandeur; vs LUCIEN NORMANDIN, cultivateur, de St-Césaire, comté de Rouville, district de St-Hyacinthe, defendeur;

Saisie comme appartenant au défendeur:

Une ferme située sur la rivière Saint-Césaire, connue et décrite comme étant le lot numéro trois cent trente (No: 330) du cadastre de la paroisse de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville. Avec les bâtisses et autres constructions y érigées.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de Saint Césaire, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, le JEUDI, VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1951, à 10.30 hres de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. BOUSQUET,

Saint-Hyacinthe, le 16 mars 1951. 29733-12-2-o

[Première insertion: 24 mars 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court,

District of St-Hyacinthe. No. 6073. JEAN PAUL ROCHELEAU, farmer, of the parish of Saint-Pie, county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs LUCIEN NORMANDIN, farmer, of Saint-Césaire, county of Rouville, district of Saint-Hyacinthe, defendant;

Seized as belonging to the defendant:

A farm situate on the Saint-Cesaire River, known and designated as being lot number three hundred and thirty (No: 330) of the cadastre for the parish of Saint-Cesaire, in the county of Rouville, With the buildings and other constructions thereon erected.

To be sold at the parochial church-door of the parish of Saint-Cesaire, county of Rouville, district of Saint-Hyacinthe, on THURSDAY, APRIL 26, 1951, at 10.30 in the forenoon.

R. BOUSQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.

Saint-Hyacinthe, March 16, 1951. 29733-12-2-o

[Fisrt insertion: Marc 24, 1951]

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, N° 8318. Florence Bolduc-Roy, épouse commune en biens de Léopold Roy, de Despinassy,district d'Abitibi. demanderesse, vs Léopold Roy, colon de Despinassy,. district d'Abitibi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Amos, 16 mars 1951.

Vraie copie

Le Procureur de la demanderesse,

29740-o CLAUDE BIGUÉ.

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, cause N° 14 899. Dame Germaine Gagnon épouse commune en biens de Sieur Paul-H. Bélanger, ménagère, domiciliée au N° 242 de la rue Marquette en la Cité d'Arvida district de Chicoutimi, demanderesse vs Paul-H. Bélanger, résidant au N° 242 de la rue Marquette en la cité d'Arvida, district de Chicoutimi, défendeur.

La demanderesse en cette cause a forme contre son mari une demande de séparation de biens.

Chicoutimi, 20 mars 1951.

Les Procureurs de la demanderesse,

29756-o McNICOLL & FORTIN.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 8318, Florence Bolduc-Roy, wife common as to property of Léopold Roy, of Despinassy, district of Abitibi, plaintiff; vs Léopold Roy, settler, of Despinassy, district of Abitibi, defendant.

An action for separation as to property was instituted this day.

Amos, March 16, 1951.

True Copy

CLAUDE BIGUÉ,

29740 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, Case No. 14 899. Dame Germaine Gagnon, housewife, wife common as to property of Sieur Paul H. Bélanger, domiciled at No. 242, Marquette street, in the city of Arvida, district of Chicoutimi, plaintiff vs Paul H. Bélanger, residing at 242 Marquette Street, in the City of Arvida, district of Chicoutimi, defendant.

The plaintiff in this case has entered, against her husband, an action for separation as to property.

Chicoutimi, March 20, 1951.

McNICOLL & FORTIN,

29756 Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Métallurgistes, Local No 2", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moreaux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secretaire de la Province,

29742-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Ouvriers de l'Aluminium, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 février 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Beauharnois, comté de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la Province,

29743-o JEAN BRUCHÉSI,

HIGHLAND SKI TOWS LIMITED

Résumé du Règlement Spécial "A"

Le règlement spécial "A", décrété par les directeurs de la compagnie "Highland Ski Tows

Miscellaneous Notice

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Métallurgistes, Local No. 2" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,

29742 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Ouvriers de l'Aluminium, Local No 1", for the study, and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on Feburary 20, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Beauharnois, county of Beauharnois.

JEAN BRUCHÉSI,

29743 Under Secretary of the Province.

HIGHLAND SKI TOWS LIMITED

Summary of Special By-Law "A"

Special By-law "A" enacted by the Directors of "Highland Ski Tows Limited" on the 9th

Limited" le 9ième jour de février, 1951, et ratifié par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le même jour pourvoit à la répartition de tous les biens de la compagnie proportionnellement parmi ses actionnaires et à l'abandon de la charte de la compagnie.

Montréal, le 12 février 1951.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,

29744-o ARTHUR N. OVENDEN.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 19 mars 1951, le règlement numéro 1 de "Noranda Recreation Association", tel qu'adopté à l'assemblée spéciale tenue le 3 février 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,

29757-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, le règlement numéro un de "Big Island Community", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 1er septembre 1950, a été approuvé par l'Honorable Secrétaire de la Province en date du 20 mars 1951, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (R.S.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,

29758 JEAN BRUCHÉSI.

ISLEMONT SECURITIES CORPORATION

Règlement spécial "AA"

Distribution de l'actif

Attendu que cette compagnies a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquider ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas pourvues ou protégées;

En conséquences, qu'il soit décrété comme un règlement de cette compagnie, que les directeurs soient et ils sont, par les présentes, autorisés et reçoivent immédiatement le pouvoir de distribuer tout l'actif de cette compagnie entre ses actionnaires.

Certifié vraie copie.

Montréal, 16 mars 1951.

(Sceau)

Le Sécrétaire,

29759 H. CARIGNAN.

day of February, 1951, and ratified by the Shareholders of the Company at a Special General Meeting held on the same day provides for the division of the assets of the Company ratably among the Shareholders and the surrender of the Company's Charter.

Montreal, February 12th, 1951.

(Seal)

ARTHUR N. OVENDEN,

29744-o Secretary-Treasurer.

Notice is given that upon recommandation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date of March March 19, 1951, approved By-law No. 1 of "Noranda Recreation Association", as adopted at the special meeting held on February 3, 1951, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies. Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, March 20, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,

29757 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law Number One of "Big Island Community", as dopted at the meeting held on September 1st, 1950, was approved by the Honourable the Provincial Secretary on March 20th, 1951, pursuant to the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,

29758-o Under-Secretary of the Province.

ISLEMONT SECURITIES CORPORATION

Special By-law "AA"

Distribution of Assets

Whereas this Company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding-up its affairs and has no debts or obligations that have not been provided for or protected;

Wherefore, be it enacted, as a By-law of this Company, that the Directors be and they are hereby authorized and empowered forthwith to distribute all the assets of this Company among its Shareholders.

Certified true copy.

Montreal, March 16th, 1951.

(Seal)

H. CARIGNAN,

29759-o Secretary.

Chartes — Abandon de

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que "Jos Lachance et Fils Incorporée" demandera à l'Honorable Procureur Général de la Province de Québec, permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 20 mars 1951.

Le Procureur,

29746-o BERTRAND MARCOTTE.

Charters — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that "Jos Lachance et Fils Incorporée" will apply to the Honorable Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Quebec, March 20, 1951.

BERTRAND MARCOTTE,

29746-o Attorney.

HIGHLAND SKY TOWS LIMITED

AVIS

En vertu des dispositions de la section 26 de la Loi des compagnies de Québec, "Highland Sky Tows Limited", dont le bureau-chef est à Ste-Marguerite Station, Comté de Terrebonne, Province de Québec, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixé par le Procureur Général.

Daté à Montréal ce 12ième jour de février 1951.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
29745-o ARTHUR N. OVENDON.

HIGHLAND SKY TOWS LIMITED

NOTICE

Under the provisions of Section 26 of The Quebec Companies' Act, "Highland Sky Tows Limited" having its head office at Ste. Marguerite Station, County of Terrebonne, Province of Quebec, hereby gives notice that it will make application to the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Attorney-General.

Dated at Montreal, this 12th day of February, 1951.

(Seal)

ARTHUR N. OVENDON,
29745-o Secretary-Treasurer.

ISLEMONT SECURITIES CORPORATION

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Islemont Securities Corporation" donne avis, par les présentes, que cette compagnie s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et aussi obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté du 16 mars 1951.

(Sceau)

Le Secrétaire,
29760 H. CARIGNAN.

ISLEMONT SECURITIES CORPORATION

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Islemont Securities Corporation" hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter and its cancellation from a date to be fixed by him.

Dated this 16th day of March, 1951.

(Seal)

H. CARIGNAN,
29760-o Secretary.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité de L'Avenir, comté de Drummond, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le Ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 19 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
29761-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse Saint-Eugène, comté de l'Islet, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le Ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 19 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
29761-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le Ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté d'Abitibi-Ouest, sous le nom de "cercle agricole de la paroisse de Saint-Joachim de Beaucanton", conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 19 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
29761-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse Saint-Pierre & Saint-Paul (I.O.), comté de Montmorency, ayant négligé,

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Municipality of L'Avenir, county of Drummond, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, Chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 19, 1951.

R. TRÉPANIER,
29761 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Saint-Eugène, county of l'Islet, having neglected for two years to complay with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 19, 1951.

R. TRÉPANIER,
29761 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of farmers' club in the county of Abitibi-West, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Joachim de Beaucanton" pursuant to the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118).

Quebec, March 19, 1951.

R. TRÉPANIER,
29761 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish Saint-Pierre & Saint-Paul (I.O.) county of Montmorency, having neglected for

pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le Ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 19 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29761-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de la Grande-Rivière et le cercle agricole de la paroisse Sainte-Adélaïde de Pabos, tous deux dans le comté de Gaspé-Sud, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le Ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 19 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29761-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de la Madeleine de Laprairie, le cercle agricole de la paroisse Saint-Constant et le cercle agricole de la paroisse Saint-Jacques-le-Mineur, tous trois dans le comté de Laprairie, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le Ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 19 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29761-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de ~~la~~ paroisse Saint-Antoine de Tilly et le cercle agricole de la paroisse Saint-Patrice de Beaurivage, tous deux dans le comté de Lotbinière, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le Ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 19 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29761-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup et le cercle agricole de la paroisse Saint-Paulin, tous deux dans le comté de Maskinongé, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le Ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 19 mars 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29761-o R. TRÉPANIER.

two years to comply with the requirement of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, cha. 118) the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 19, 1951.

R. TRÉPANIER,

29761 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Notre-Dame de la Grande-Rivière and the Farmers' Club of the parish of Sainte-Adélaïde de Pabos, both in the county of Gaspé-South, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 19, 1951.

R. TRÉPANIER,

29761 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Notre-Dame de la Madeleine de Laprairie, the Farmers' Club of the parish of Saint-Constant and the Farmers' Club of the parish of Saint-Jacques-le-Mineur, all three in the county of Laprairie, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 19, 1951.

R. TRÉPANIER,

29761 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Saint-Antoine de Tilly, and the Farmers' Club of the parish of Saint-Patrice de Beaurivage, both in the county of Lotbinière, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 19, 1951.

R. TRÉPANIER,

29761 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, and the Farmers' Club of the parish of Saint-Paulin, both in the county of Maskinongé, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, March 19, 1951.

R. TRÉPANIER,

29761 Deputy Minister of Agriculture.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Kilkenny division d'enregistrement de Montcalm.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Kilkenny Registration division of Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 29A-41 à 29A-44, 29A-51 à 29A-53, partie du lot 29A-50 (rue) du Rang VII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 mars 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

29747-o

Notice is hereby given that lots 29A-41 to 29A-44, 29A-51 to 29A-53 and part of lot 29A-50 (Street) of Range VII are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 8th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

29747-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bolduc vs Roy 1046
Gagnon vs Bélanger. 1046

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

229, section "C" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau *et al* 1003
230, section "C" — Employés d'épiceries, de boucheries et de restaurants-épiceires dans la cité de Sherbrooke.. 1002
230, section "D" — Établissements commerciaux dans la ville de Richmonde et la municipalité de Melbourne 1000
230, section "E" — Établissements commerciaux dans la ville de Windsor 1000
230, section "F" — Tanneries et corroieries dans la Province..... 1001
230, section "G" — Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice *et al* 1001

ASSEMBLÉES:

La Compagnie des Tramways de Montréal 1003
Quebec Central Railway Company.... 1003
The Canada & Gulf Terminal Railway Company. 1003

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 983

AVIS DIVERS:

American Can Company (Nomination d'agent) 1004
Association des Marchands-Colporteurs de la province de Québec (Formation) 1006
Big Island Community (Règlement)... 1047
Cercle Universitaire Laval (Règlements) 1007
C. & D. Beverages Inc. (Directeurs)... 1006
Emerald Glacier Mines Limited (Vente d'actions). 1007
Grande-Baie, paroisse de (Rachat d'obligations) 1005
Highland Ski Tows Limited (Distribution de l'actif). 1046
Islemont Securities Corporation (Distribution de l'actif)..... 1047
L'Association Canadienne des Métallurgistes, Local No 2 (Formation)..... 1046
L'Association Canadienne des Ouvriers de l'Aluminium, Local No 1 (Formation)..... 1046
Le Quotidien Limitée (Directeurs).... 1005
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sacré-Cœur de Marie, Mégantic (Formation).... 1006
Mackayville, ville de (Changement de date des élections) 1004

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bolduc vs Roy 1046
Gagnon vs Bélanger. 1046

ORDERS IN COUNCIL:

229, part "C" — Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau *et al* 1003
230, part "C" — Grocery, butcher-shop and grocery-restaurant employees in the city of Sherbrooke. 1002
230, part "D" — Commercial establishments in the town of Richmond and the municipality of Melbourne..... 1000
230, part "E" — Commercial establishments in the town of Windsor..... 1000
230, part "F" — Tanners and curriers in the Province. 1001
230, part "G" — Construction industry in the counties of Maskinongé, St-Maurice *et al*. 1001

MEETINGS:

Montreal Tramways Company..... 1003
Quebec Central Railway Company.... 1003
The Canada & Gulf Terminal Railway Company. 1003

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 983

MISCELLANEOUS NOTICES:

American Can Company (Appointment of agent)..... 1004
Association des Marchands-Colporteurs de la province de Québec (Formation) 1006
Big Island Community (By-Law)..... 1047
Cercle Universitaire Laval (By-Laws).. 1007
C. & D. Beverage Inc. (Directors)..... 1006
Emerald Glacier Mines Limited (Sale of shares). 1007
Grande-Baie, parish of (Redemption of bonds)..... 1005
Highland Ski Tows Limited (Distribution of the assets). 1046
Islemont Securities Corporation (Distribution of the assets) 1047
L'Association Canadienne des Métallurgistes, Local No 2 (Formation)... 1046
L'Association Canadienne des Ouvriers de l'Aluminium, Local No 1 (Formation)..... 1046
Le Quotidien Limitée (Directors)..... 1005
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sacré-Cœur de Marie, Mégantic (Formation).... 1006
Mackayville, town of (Change of date of elections). 1004

Noranda Recreation Association (Règlement). 1047
Paré Builders' Mart Inc. (Directeurs). 1004
Quebec Culvert Corporation Limited (Distribution de l'actif). 1005
Société Immeubles et Développements Ltée (Directeurs) 1007
The Empire Shirt Manufacturing Company Limited (Directeurs) 1006

CHARTES — ABANDON DE:

Carla Jane Inc. 1008
Dominion Logging & Contracting Company Limited 1007
George Klein Inc. 1008
Highland Ski Tows Limited. 1048
Islement Securities Corporation 1048
Joliet Museum Handicraft, Limited 1008
Jos. Lachance et Fils Incorporée. 1047
La Filature de St-Georges Ltée — St. George Spinning Ltd. 1008
L'Imprimerie Métropole, Incorporée — Metropole Printing Incorporated 1008
R. F. Bovey (Quebec) Ltd. 1009
St. Johns Industries Company Limited. 1009

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:
St-Jean de Dieu, munic. de 1009

AGRICULTURE:
Cercle agricole de la municipalité de L'Avenir. 1048
Cercle agricole de la municipalité du canton Maria 1009
Cercle agricole de la paroisse de St-Eugène. 1018
Cercle agricole de la paroisse de St-Joachim de Beaucanton 1048
Cercle agricole de la paroisse de St-Pierre & St-Paul (I. O.) 1048
Dissolution de cercles agricoles dans le comté d'Arthabaska. 1010
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Chicoutimi 1010
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Compton. 1010
Dissolution de cercles agricoles dans le comté des Deux-Montagnes 1010
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Dorchester 1010
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Gaspé-Sud 1049
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Laprairie. 1049
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Lotbinière. 1049
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Maskinongé 1049

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:
Chandler 1011
Laprairie, paroisse de. 1011
Magog, cité de (Protestante) 1012
Melbourne, village de 1011
Nativité-de-Laprairie, paroisse de. 1012
St-David-de-l'Auberivière. 1012
St-Georges. 1011
Ste-Félicité 1011
Templeton-Est 1013

TERRES ET FORETS:
Service du Cadastre:
Kilkenny, canton de 1049

Noranda Recreation Association (By-Law) 1047
Paré Builders' Mart Inc. (Directors) 1004
Quebec Culvert Corporation Limited Distribution of the assets) 1005
Société Immeubles et Développements Ltée (Directors) 1007
The Empire Shirt Manufacturing Company Limited (Directors) 1006

CHARTERS — SURRENDER OF:

Carla Jane Inc. 1008
Dominion Logging & Contracting Company Limited 1007
George Klein Inc. 1008
Highland Ski Tows Limited. 1048
Islement Securities Corporation. 1048
Joliet Museum Handicraft Limited. 1008
Jos. Lachance et Fils Incorporée. 1047
La Filature de St-Georges Ltée — St. Georges Spinning Ltd. 1008
L'Imprimerie Métropole, Incorporée — Metropole Printing Incorporated 1008
R. F. Bovey (Quebec) Ltd. 1009
St. Johns Industries Company Limited 1009

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:
St-Jean de Dieu, munic. of. 1009

AGRICULTURE:
Farmers' Club of the municipality of L'Avenir. 1048
Farmers' Club of the municipality of the township Maria 1009
Farmers' Club of the parish of St-Eugène. 1048
Farmers' Club of the parish of St-Joachim de Beaucanton 1048
Farmers'Club of the parish of St-Pierre & St-Paul (I. O.) 1048
Dissolution of farmers' clubs in the county of Arthabaska 1010
Dissolution of farmers' clubs in the county of Chicoutimi. 1010
Dissolution of farmers' clubs in the county of Compton 1010
Dissolution of farmers' clubs in the county of Two-Mountains 1010
Dissolution of farmers clubs in the county of Dorchester. 1010
Dissolution of farmers' clubs in the county of Gaspé-South 1049
Dissolution of farmers' clubs in the county of Laprairie 1049
Dissolution of farmers' clubs in the county of Lotbinière 1049
Dissolution of farmers' clubs in the county of Maskinongé. 1049

EDUCATION:
School Municipality of:
Chandler 1011
Laprairie, parish of 1011
Magog, city of (Protestant) 1012
Melbourne, village of. 1011
Nativité-de-Laprairie, parish of. 1012
St-David-de-L'Auberivière. 1012
St-Georges 1011
Ste-Félicité 1011
TempletonEast 1013

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:
Kilkenny, township of. 1049

TRAVAIL:

Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette (Prélèvement)... 1013
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby (Prélèvement)..... 1020
Comité paritaire des directeurs de funérailles de Montréal (Prélèvement)... 1015
Comité paritaire des matériaux de construction (Prélèvement)..... 1018
Comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'Ile de Montréal (Prélèvement)..... 1016
Comité paritaire du commerce de détail d'Asbestos (Prélèvement)..... 1022
Comité paritaire du commerce de détail de Mégantic (Prélèvement)..... 1019
Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec (Prélèvement)..... 1023
Fraternité Unie des Charpentiers-Menuisiers d'Amérique, local 2457 (Modification)..... 1013

TRÉSOR:

Assurances:

La Mutuelle Bond — The Bond Mutual 1025

LETTRES PATENTES:

Bélanger Bowling Alley & Restaurant Ltd.. 984
Bonnie Lingerie Limited. 985
B & L Investment Corporation. 985
Canadian Armature Works Inc. 985
Canadian Athletic Promotions Inc.. 986
Canadian Installment Merchants Association 986
Ciné-Path Inc. 986
Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Cacouna-St-Arsène. 987
Damien Boileau Inc. 987
Delta Industries Ltd.. 987
Douville Drilling Inc. 988
Egger (Canada) Ltd.. 988
Elie & Son Inc.. 988
Émile Ménard Ltée 989
Garage Lambert Inc.. 989
H. J. O'Connell Ready Mix Concrete Ltd.. 990
Huron Fur Dressers Limited — Appreteurs de Fourrure Huron, Limitée... 990
J. A. St-Laurent Motor Sales Inc.. 990
J. B. St-Pierre & Fils Inc.— J. B. St-Pierre & Sons Inc. 991
J. E. Tremblay Limitée. 991
John Spergel Inc. 991
Lachine Figure Skating Club. 992
Lake View Realty Co. Ltd. 992
Larocque, Madore et Compagnie, Limitée. 992
L'Association des Hôteliers Licenciés du Nord-Ouest Québécois (Inc.) 993
Le Système Comptant Inc.. 993
Lidamar Construction & Realty Co., Inc.. 993
Maison du Bon Ton Inc. 994
Marché St Pierre Ltée. 994
Mayfair Glass Co. Ltd.. 994
Mazelle Inc. 995
Modern Tire Limited. 995
Norgate Florist Inc.. 995
Oeuvre des Terrains de Jeux de Cap St. Ignace O. T. J. Cap St. Ignace 996
Paul Constantineau Inc.. 996

LABOUR:

Building Trade Joint Committee of Joliette (Levy) 1013
Parity Committee of the Baking and Parstry-Making Industry of Granby (Levy) 1020
Parity Committee of the Funeral Directors of Montreal (Levy) 1015
Building Materials Joint Committee (Levy) 1018
Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal (Levy)... 1016
Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos (Levy) 1022
Comité paritaire du commerce de détail de Mégantic (Levy)..... 1019
Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District (Levy)..... 1023
United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, local 2457 (Amendment) 1013

TREASURY:

Insurance:

La Mutuelle Bond — The Bond Mutual 1025

LETTERS PATENT:

Bélanger Bowling Alley & Restaurant Ltd.. 984
Bonnie Lingerie Limited. 985
B & L Investment Corporation. 985
Canadian Armature Works Inc. 985
Canadian Athletic Promotions Inc.. 986
Canadian Installment Merchants Association 986
Ciné-Path Inc. 986
Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Cacouna-St-Arsène 987
Damien Boileau Inc. 987
Delta Industries Ltd.. 987
Douville Drilling Inc. 988
Egger (Canada) Ltd.. 988
Elie & Son Inc.. 988
Émile Ménard Ltée 989
Garage Lambert Inc.. 989
H. J. O'Connell Ready Mix Concrete Ltd.. 990
Huron Fur Dressers Limited — Appreteurs de Fourrure Huron, Limitée... 990
J. A. St-Laurent Motor Sales Inc.. 990
J. B. St-Pierre & Fils Inc.— J. B. St-Pierre & Sons Inc. 991
J. E. Tremblay Limitée. 991
John Spergel Inc. 991
Lachine Figure Skating Club. 992
Lake View Realty Co. Ltd. 992
Larocque, Madore et Compagnie, Limitée. 992
L'Association des Hôteliers Licenciés du Nord-Ouest Québécois (Inc.) 993
Le Système Comptant Inc. 993
Lidamar Construction & Realty Co., Inc.. 993
Maison du Bon Ton Inc. 994
Marché St Pierre Ltée. 994
Mayfair Glass Co. Ltd.. 994
Mazelle Inc. 995
Modern Tire Limited. 995
Norgate Florist Inc.. 995
Oeuvre des Terrains de Jeux de Cap St. Ignace O. T. J. Cap St. Ignace... 996
Paul Constantineau Inc.. 996

Pomponnette Inc.. 996
Quebec Chinchilla Ranch Company ... 997
Salon Astrid Limitée 997
Sterling Craft Ltd.. 997
Stoney's Car Market (Montreal) Ltd. 998
Voyages Claude Michel, Inc. 998
Warehousing Corporation. 998
Wilfrid Poudrier Machine Worls Ltd... 999
W. Vézina & Fils Ltée 999

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

Club Social Bienvenue Inc. 999

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadastre revisé d'une partie du village incorporé de Lauzon, située dans la ville de Lauzon, quartier Fafard 1026
Concernant la réorganisation de la Cour de magistrat à Grand'Mère 1025

SIÈGES SOCIAUX:

Crédit Mauricien Inc. — (Maurician Credit Inc.). 1027
Explosives Sales Limited. 1028
J. Accurso Ltd.. 1028
Promoteurs Inc.— Promoteurs Inc. . . . 1028
Wells Construction Company Limited. 1028

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS

Canadian Pacific Express Company ... 1028

VENTES PAR LICITATION:

Aumont vs Aumont *et al.* 1030
Cameron *et al* vs Cameron *et al* 1029
Dumaine vs Dumaine 1030

VENTES POUR TAXES:

Argenteuil, comté de 1033
Saint-Maurice, comté de. 1031

VENTES PAR SHÉRIFS:

GASPÉ:

Grenier vs Méthot 1040

JOLIETTE:

Celestino vs Diseur . 1040
Lajoie vs Desrochers 1041

MONTRÉAL:

Aubé vs Jodoin *et al.* 1042
Boileau vs Héritiers Philibert Fortier.. 1043
Commercial Adjustment & Safety Service Ltd. vs Elder. 1043
Gauthier vs Gauthier. 1042

QUÉBEC:

Loi de l'impôt sur le revenu vs Gauthier 1044
Loi de l'impôt sur le revenu vs Jobin... 1044

ROUYN-NORANDA:

Champlain Oil Products Limited vs Beauchamp 1045

SAINT-HYACINTHE:

Dulude vs Lussier. 1045

Pomponnette Inc.. 996
Quebec Chinchilla Ranch Company ... 997
Salon Astrid Limitée 997
Sterling Craft Ltd.. 997
Stoney's Car Market (Montreal) Ltd. 998
Voyages Claude Michel, Inc. 998
Warehousing Corporation : 998
Wilfrid Poudrier Machine Worls Ltd... 999
W. Vézina & Fils Ltée 999

LETTERS PATENT ANNULLED:

Club Social Bienvenue Inc. 999

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the revised cadastre of a part of the incorporated village of Lauzon, situate in the town of Lauzon, Fafard Ward... 1026
Concerning the regorganization of the Magistrate's Court at Grand'Mère.. 1025

HEAD OFFICES:

Crédit Mauricien Inc. — (Maurician Credit Inc.). 1027
Explosives Sales Limited. 1028
J. Accurso Ltd.. 1028
Promoteurs Inc.— Promoters Inc. 1028
Wells Construction Company Limited . 1028

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company ... 1028

SALES BY LICITATION:

Aumont vs Aumont *et al.* 1030
Cameron *et al* vs Cameron *et al.* 1029
Dumaine vs Dumaine 1030

SALES FOR TAXES:

Argenteuil, county of. 1033
Saint-Maurice, county of . 1031

SHERIFFS' SALES:

GASPÉ:

Grenier vs Méthot 1040

JOLIETTE:

Celestino vs Diseur . 1040
Lajoie vs Desrochers 1041

MONTREAL:

Aubé vs Jodoin *et al.* 1042
Boileau vs Heirs of Philibert Fortier... 1043
Commercial Adjustment & Safety Service Ltd. vs Elder. 1043
Gauthier vs Gauthier. 1042

QUEBEC:

Income Tax Act vs Gauthier 1044
Income Tax Act vs Jobin 1044

ROUYN-NORANDA:

Champlain Oil Products Limited vs Beauchamp 1045

SAINT HYACINTHE:

Dulude vs Lussier. 1045

Rocheleau vs Normandin 1045

29762-o

Rocheleau vs Normandin 1045

29762-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.